

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 460 - 1 €

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire  
1 €, 3 FS, £ 1  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire  
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -  
**No 460**  
Déc.01-Jan./Fév.02  
38<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

-Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs, quel bilan?

-«Gouvernance» d'entreprise : comment la bourgeoisie habille la concentration toujours plus générale et irréversible du capitalisme des frusques de la démocratie

-Une nouvelle publication du parti: «The Proletarian»

## Argentine Les cacerolazos ont pu renverser les présidents Pour combattre le capitalisme il faut la lutte ouvrière!

Il y a quelques années à peine l'Argentine était décrite par les économistes et les capitalistes comme l'exemple à suivre, le bon élève du FMI, qui, en suivant à la lettre ses recommandations et en instaurant une parité fixe entre sa monnaie et le dollar, avait réussi à se débarrasser de l'hyper inflation (2300% d'inflation en 1990!) et à renouer avec la croissance économique (presque 10% de croissance pour 1991, la première année de la nouvelle orientation économique libérale). Les investisseurs et les grands groupes capitalistes internationaux se félicitaient des privatisations qui leur permettaient d'acheter des secteurs entiers de l'économie: l'eau, le gaz, le téléphone, l'électricité, les chemins de fer, la sidérurgie, les ports, les banques, les centrales thermiques, la compagnie pétrolière, la compagnie d'aviation, etc. sont tour à tour privatisées. Très souvent, ce sont des entreprises internationales, la plupart européennes (Espagne, Italie, France), qui rachètent ces sociétés. Le gouvernement garantit aux repreneurs des entreprises de service public qu'ils seront payés en dollars et qu'ils n'auront pas de difficultés pour rapatrier leurs bénéfices. 90% des banques et 40% de l'industrie argentines sont désormais contrôlés par des capitaux étrangers. Le premier employeur du pays est la société française de supermarchés «Carrefour». Les entreprises espagnoles sont les plus gros investisseurs étrangers avec plus de 30 milliards de dollars d'investissement (10 % du PNB argentin) (1).

Cette «libéralisation» de l'économie, ce sont les prolétaires qui l'ont payé et durement, alors que pendant un certain temps les couches moyennes ont pu en bénéficier, notamment grâce au crédit facile. La privatisation des entreprises publiques s'est traduite par des licenciements massifs pour restaurer leur rentabilité (par exemple dans la compagnie pétrolière YPF rachetée par l'espagnole Repsol, le nombre de salariés est passé en quelques mois de 52000 à 6000!). Lorsque la croissance artificielle de l'économie dro-

( Suite en page 2 )

## Signification anti-prolétarienne de la campagne sécuritaire

A l'approche des élections présidentielles et législatives de ce printemps, il apparaît, de l'avis de tous les commentateurs politiques, que la question de la «sécurité» va être l'un des thèmes essentiels de la campagne électorale. Ce serait cependant une

«La sécurité est le premier souci des Français!» clament haut et fort les médias et les politiciens bourgeois. Comme chacun sait, les habitants de la France, à l'instar de tous les autres peuples, sont divisés en classes sociales aux intérêts, aux aspirations, aux soucis différents et opposés: la «sécurité» ne signifie pas la même chose pour un RMIste ou pour un boursicotier, pour un licencié de Moulinex ou pour un patron d'entreprise, pour un travailleur sans-papiers ou un cadre supérieur, pour un locataire de ZUP de banlieue ou un propriétaire des beaux quartiers, bref pour un prolétaire ou pour un bourgeois. Prétendre le contraire, prétendre que tous les «citoyens» ont fondamentalement les mêmes intérêts et les mêmes soucis, fait partie du mensonge démocratique - dont les élections constituent un des moments-clés - qui a pour but de cacher l'existence des classes et d'empêcher l'entrée en lutte de la classe exploitée.

Il va sans dire que la délinquance n'est

pas une invention des médias, même si les médias à un moment donné et pour des raisons politiques bien précises vont monter en épingle tel ou tel épisode particulièrement sensationnel, telle ou telle statistique des crimes et des délits: pour appeler ou justifier le renforcement des mesures de police, l'aggravation de la répression, etc. Phénomène bien réel et bien présent, la délinquance touche essentiellement les milieux prolétaires et elle est directement liée à la situation économique et sociale des classes exploitées. La dégradation des conditions de vie et de travail des prolétaires, l'apparition et la persistance d'un chômage de masse, le gonflement de la précarité et la marginalisation à peu près définitive de nombre d'habitants des quartiers populaires, tout cela engendre une misère croissante recréant inévitablement ce que Marx appelait un *lumpen-prolétariat*, qui n'a guère d'autre possibilité pour survivre que la criminalité. Cette situation qui avait pratiquement disparu dans la riche

grossière erreur de ne voir là qu'une simple manoeuvre pour mettre en difficulté le gouvernement, qu'un simple truc électoral pour rameuter des électeurs bien embarrassés pour trouver des différences de programme entre la droite et la gauche.

Europe de l'«Etat-providence» à l'époque de l'expansion capitaliste d'après-guerre, n'a en réalité jamais cessé d'exister dans les métropoles des pays périphériques - ni même dans les grandes métropoles américaines où certains quartiers de New York ou de Los Angeles connaissent des taux de criminalité comparables à ceux de Bogota ou de São Paulo: non une exception qui serait due à on ne sait quel «laxisme» des autorités, mais la norme dans la société capitaliste et, plus encore, l'avenir que celle-ci nous réserve.

Contre cette situation qui ne peut qu'empirer à mesure que le capitalisme traverse crise sur crise, les bourgeois et leurs laquais réformistes prétendent que la solution se trouve dans une augmentation des forces de police et de la répression des tribunaux, la «prévention» seule étant devenue insuffisante. Au moment de l'agitation des gendarmes, ils ont été rejoints, comme c'était inévitable,

( Suite en page 2 )

## Prolétariat et électoralisme Le cadavre marche encore

( Sul Filo del tempo, mai 1953 )

Dans cet article Amadeo Bordiga saisissait l'occasion d'une campagne électorale pour rappeler les positions de la Gauche communiste sur la question de la participation aux élections, tirant le bilan désastreux de la tactique préconisée par l'Internationale Communiste, qui de compromis en compromis, avaient ouvert la voie à la dégénérescence et à la rechute dans l'opportuniste réformiste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire. Presque cinquante ans après la parution de cet article, le cadavre du capitalisme marche toujours grâce à l'aide irremplaçable que lui ont fourni les partis et organisations réformistes. Et à la veille d'une nouvelle campagne électorale on voit comme à l'habitude s'agiter toute une bande de faux

Ce n'est pas pour sacrifier à l'actualité de l'ignoble mois de mai actuel qui prend une digne place parmi ses différents prédécesseurs consacrés aux errements de la Liberté, cette «vierge indomptable» désormais tombée au rôle de vieille catin, que nous nous occuperons encore une fois du thème prolétariat et électoralisme.

Depuis plus de trente ans nous contestons même que les élections puissent avoir cette fameuse utilité de donner un indice quantitatif des forces sociales; n'accordant aucune importance au pronostic ou à l'examen des résultats, nous n'essaierons donc pas d'en tirer le schéma ou d'admirer la pâle photographie en chiffres de l'actualité italienne. Ce que nous voulons faire, c'est rappeler à grands traits les positions d'une période historique dont les gigantesques leçons sont, en l'état, en grande partie inutilisées par les masses qui se pressent vers les urnes - quoique visiblement avec des forts hauts-le-coeur de méfiance et de dégoût.

\* \* \*

Le Parti Socialiste Italien se constitue en 1892 au Congrès de Gènes avec la séparation entre les marxistes et les anarchistes. Cette polémique et cette scission reflètent tardivement la séparation qui mit fin à la Première Internationale, entre Marx et Bakounine, ou comme on disait, entre autoritaires et libertaires. En apparence les choses se présentent ainsi: dans la situation de l'époque les marxistes sont pour la participation aux élections locales et générales, les libertaires y sont opposés. Mais le fond véritable de la question est différent (voir les

révolutionnaires, qui en se préparant à participer directement à cette diversion de la lutte révolutionnaire, qui en se préparant à appeler les prolétaires à y prendre part en soutenant les uns ou les autres. En bons opportunistes, il ne s'agit plus pour eux de *parlementarisme révolutionnaire*, comme pour l'Internationale en 1920, mais de *parlementarisme* ou plutôt d'*électoralisme* tout court.

Pour connaître les termes exacts de la discussion de 1920 entre les représentants de notre courant et les dirigeants de l'Internationale, nous invitons les lecteurs à se reporter à «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste», brochure «Le Prolétaire» n° 19, qui vient d'être rééditée.

écrits de l'époque de Marx, d'Engels sur l'Espagne, etc.). Il s'agit de combattre la conception révolutionnaire individualiste, selon laquelle il ne faut pas voter pour «ne pas reconnaître» par cet acte l'Etat des Bourgeois: dans notre conception historique et dialectique, l'Etat de classe est un fait réel et non un dogme qu'il suffirait avec désinvolture d'effacer de sa «conscience», et il ne sera détruit historiquement que par la révolution. Celle-ci est par excellence un acte de force (avez-vous jamais vu une révolution? disait Engels) et non de persuasion (encore moins de décompte des opinions), un acte d'autorité et non de liberté; elle ne sera pas assez ingénue pour lancer en vol les individus autonomes comme les pigeons sortis d'une cage, mais elle construira la puissance et la force d'un nouvel Etat.

C'est pourquoi, dans cette querelle entre ceux qui voulaient entrer dans les Parlements et ceux qui ne le voulaient pas (mais avec comme corollaire les erreurs bien plus graves d'inciter les prolétaires à nier l'Etat de classe, le parti politique de classe, et jusqu'à l'organisation syndicale), c'étaient les socialistes marxistes et non les anarchistes anti-élections et anti-organisations, qui refusaient la fable bourgeoise de la liberté, base du mensonge de la démocratie électorale.

La position programmatique correcte consistait à revendiquer non pas tant la formelle «conquête des pouvoirs publics» mais la révolutionnaire et future «conquête du pouvoir politique», et c'est en vain que l'aile droite possibiliste et réformiste chercha à dissimuler la

( Suite en page 6 )

# Argentine

## Les cacerolazos ont pu renverser les présidents Pour combattre le capitalisme il faut la lutte ouvrière!

( Suite de la page 1 )

guée par ces rentrées d'argent dans les caisses de l'Etat s'est heurtée aux troubles économiques internationaux de la fin des années quatre-vingt dix, le «miracle argentin» s'est évanoui. Entrée, comme les autres pays d'Amérique Latine ou d'Asie, en récession en 1998 après la crise financière russe et l'éclatement de la bulle spéculative japonaise, l'Argentine n'en n'est plus sortie. La dévaluation de la monnaie brésilienne alors que le peso restait toujours lié au dollar, lui a fait perdre ce qui était son premier débouché commercial, alors que le flux des investissements étrangers commençait à se tarir, étant donné qu'il ne restait plus grand chose à vendre ou à brader au capital international. La dette extérieure a commencé à prendre de l'ampleur, tout en restant dans l'absolu à un niveau pas trop élevé, équivalent à celui d'un pays européen, comme ne cessaient de le répéter les dirigeants du pays: c'est surtout son service qui est devenu de plus en intolérable, jusqu'à représenter 90 % des recettes d'exportation!

Fin 2000 le gouvernement argentin était virtuellement en cessation de paiement et il ne réussit à éviter la faillite que par une aide d'urgence du FMI. Les mesures d'«assainissement» prises pour essayer de rétablir l'équilibre des finances - coupures brutales dans les dépenses publiques - aggravent la récession économique. En réaction se déclenche une vague de grèves - contrôlées le plus souvent par les bonzes syndicaux péronistes - et de mouvements de chômeurs nettement moins contrôlés: les «*piqueteros*», les coupures de route (les premiers piqueteros étaient apparus en 1996 dans la province de Neuquén).

Fin juillet le Parlement adopte une loi de «déficit zéro» qui implique entre autres une baisse autoritaire immédiate de 13 % des salaires des fonctionnaires et des retraités. Les nouvelles mesures d'austérité ne suffisent pas à rétablir la situation financière de l'Etat et la fuite des capitaux s'accélère. Début décembre, soit disant pour combattre les spéculateurs (mais en réalité le gouvernement a laissé aux vrais spéculateurs qui sont les grandes entreprises étrangères et les secteurs bourgeois dominants tout le temps nécessaire à la mise en sécurité de leurs capitaux dans les banques américaines ou européennes), le gouvernement décide de bloquer les compte en banque (les banques instaurent aussitôt une commission de 40% pour l'utilisation des cartes bancaires en pesos et 30% en dollars!), touchant de plein fouet les classes moyennes.

Les chômeurs, les sans réserve, les laissés pour compte du capitalisme argentin, se mettent alors à piller les supermarchés pour pouvoir manger. Face à ces émeutes de la faim - qui éclatent dans un pays qui est l'un des plus gros producteurs agricoles du monde! - le Président décrète le 19 décembre l'état d'urgence contre les «ennemis de la République». C'est la rue qui lui répond, avec la manifestation spontanée de dizaines de milliers de personnes tapant sur des casseroles (manifestants petits bourgeois du centre de Buenos Aires) tandis que d'autres, plus prolétariens, s'affrontaient aux forces de police ou attaquaient divers édifices, commerces. La répression policière fit 35 morts. Au matin le président, démissionnaire, quittait en hélicoptère les bâtiments officiels de la Casa Rosada encore entourés de manifestants. 4 autres présidents lui succédèrent dans les 2 semaines chaotiques qui suivirent...

\* \* \*

Après 4 ans de récession des dizaines de milliers d'entreprises ont fait faillite alors que celles qui subsistent ont licencié en masse: le taux de chômage atteint officiellement les 20 %; mais il faut lui ajouter au moins 15 % de travailleurs en «sous-emploi». La perte

de pouvoir d'achat est estimée en moyenne à 50 % pour les cinq dernières années. Sur les 37 millions d'habitants du pays, les statistiques en classent 5 millions dans la «pauvreté extrême» (incapacité de subvenir aux besoins physiologiques de base) alors qu'ils n'étaient que 200.000 il y a trente ans et 14 millions dans la pauvreté contre 1 million en 1970. Alors que la dette extérieure est passée dans le même temps de 7,6 milliards de dollars à 130-150 milliards, la fortune placée à l'étranger par les bourgeois est estimée à 120 milliards de dollars (pendant la seule période où, soit disant pour combattre les spéculateurs, le gouvernement imposait le gel des comptes bancaires, on estime qu'un milliard de riches bourgeois auraient fait sortir de 10 à 20 milliards de dollars).

«L'Argentine est ruinée», a déclaré le nouveau président, Eduardo Duhalde. Il n'y a plus un peso dans les coffres». Et il a lancé un appel à l'union nationale pour «éviter l'effondrement (...) l'anarchie et la violence fratricide». Le directeur du FMI, dans une interview à la presse internationale, a été plus direct. Le chemin vers le retour à la

croissance, a-t-il déclaré, «est un chemin douloureux. (...) Les conséquences sociales devront être particulièrement prises en compte. Mais il faut être honnête: il n'y a pas d'issue sans souffrance» (2).

Voilà le double langage des bourgeois: d'un côté l'appel à l'union nationale - alors que les capitalistes qui se sont enrichis sur le dos des prolétaires, n'envisagent aucunement de faire le moindre geste en leur faveur - pour prévenir la lutte fratricide, comme si prolétaires et bourgeois argentins étaient des frères et non des ennemis de classe; de l'autre la promesse de la souffrance pour les prolétaires!

C'est le patron du FMI qui parle vrai; le capitalisme ne connaît qu'une seule solution pour sortir de ses crises: faire souffrir les prolétaires, c'est-à-dire les exploiter encore davantage, leur arracher jusqu'à la dernière goutte de sueur, les priver de tout ce qui coûte cher - en matière sociale, de santé, d'éducation, de retraites, etc., et rejeter dans le prolétariat une partie des couches intermédiaires qui avaient pu croire possible leur intégration dans les rangs de la bourgeoisie.

Contre les ravages de la crise capitaliste la population argentine, classes mêlées, a réagi: qui pacifiquement avec des casseroles, qui violemment en pillant les magasins ou incendiant les bâtiments publics. Les cercles bourgeois dirigeants ont dû sacrifier

quelques politiciens pour calmer la foule, mais c'est la même politique que suivront leurs remplaçants, la politique que dictent les lois inflexibles du profit capitaliste, la politique d'écrasement des prolétaires. Il n'existe qu'une voie pour s'opposer à cette politique: la lutte contre le capitalisme, la lutte ouvrière unissant tous les prolétaires sur des objectifs non populaires mais de classe, la lutte non nationale mais internationale, la lutte se fixant le but final non de la réforme mais de la révolution.

Seule cette lutte prolétarienne de classe, nécessitant pour être menée avec des chances de succès la reconstitution préalable de son organe dirigeant, le parti, solidement organisé sur les bases des principes marxistes, pourra se poser le problème d'entraîner derrière elle des secteurs des classes moyennes paupérisées, au lieu de voir celles-ci se porter à la tête des mouvements de mécontentement et les utiliser à leur seul profit.

Mais alors il ne s'agira plus de faire tomber un président, mais de renverser le capitalisme; et ce ne sera plus le bruit des casseroles qui retentira dans les rues, mais celui des armes.

(1) cf «Le Monde Diplomatique», janvier 2002, «L'Expansion», février 2002.

(2) cf «Le Monde», 23/01/02

# Signification anti-prolétarienne de la campagne sécuritaire

( Suite de la page 1 )

par l'éternel laquais des laquais réformistes, à savoir l'opportunisme trotskyste: tandis qu'Arlette Laguiller soutenait publiquement la revendication du gilet pare-balles pour les gendarmes, la LCR compatissait dans «Rouge» sur le «manque de moyens, la surcharge de travail» des gendarmes aux «rémunérations squelettiques» et connaissant «l'inquiétude et les peurs engendrées au sein des personnels concernés par l'augmentation d'une délinquance dérivant du chômage de masse et de la précarité»!

A l'inverse de ces véritables auxiliaires idéologiques des forces de l'ordre bourgeois, les marxistes se doivent de rappeler en permanence que toute augmentation de la présence policière et toute aggravation de la répression retombe toujours sur les prolétaires, tout simplement parce que l'Etat n'est pas un organisme neutre, au-dessus des classes, dont la fonction serait de protéger tous les citoyens. L'Etat bourgeois a essentiellement pour fonction avec ses «hommes en armes» (qui, pour Engels, en sont le pilier véritable) de protéger la classe dominante et son système d'exploitation contre les risques éventuels causés par les prolétaires, que ce soit «individuellement» par des attaques contre la propriété privée, ou, bien plus grave, collectivement par la lutte de classe anticapitaliste. De même que le but des capitalistes n'est pas d'assurer le bien être des salariés mais de réaliser au mieux leur exploitation, le but réel des forces de police n'est pas d'assurer la tranquillité et la sécurité des quartiers populaires, mais d'éviter que ces quartiers ne deviennent des foyers de révolte contre la société bourgeoise: c'est pourquoi elles ne savent et ne peuvent faire autre chose que quadriller, intimider, faire peur, même quand elles prétendent venir en aide à des victimes.

Chacun sait d'expérience que les vols et attentats contre les maigres biens des prolétaires mobilisent autrement moins les policiers ou les juges que ceux commis contre les bourgeois - et que par contre les vols commis quotidiennement par les bourgeois contre les prolétaires (sur le plan des salaires, des loyers, des retraites ou du prix des biens de première nécessité) sont sanctifiés par la loi! Pour se défendre contre ces vols quotidiens, pour résister à cette exploitation capitaliste,

pour lutter contre la dégradation des conditions de vie et de travail, la solution n'est pas de se tourner, comme le veulent les réformistes, vers l'Etat des capitalistes, mais de se lancer dans la lutte collective ouverte, dans la lutte classiste contre le capitalisme, son Etat, ses juges et ses flics.

## DÉMOCRATIE BLINDÉE

La campagne sécuritaire est une campagne de défense de l'ordre bourgeois, une campagne visant à faire adhérer la population à l'Etat et à ses fonctions répressives, et elle est donc à ce titre une campagne anti-prolétarienne, une campagne contre la lutte ouvrière. Mais il y a plus. Elle s'inscrit dans une tendance générale à l'oeuvre depuis des années que nous avons appelée le blindage de la démocratie, tendance qui a connu une accélération particulière après les attentats aux Etats Unis et le déclenchement de la lutte antiterroriste.

«Adieu libertés». Ainsi le directeur du «Monde Diplomatique» titre mélancoliquement son éditorial du mois de janvier. Et il cite une série de mesures «liberticides» prises aux Etats-Unis. Selon lui, elles signalent la fin d'une période ouverte avec il y a 10 ans avec la chute du mur de Berlin qui avait été caractérisée par «l'exaltation du régime démocratique, la célébration de l'Etat de droit et la glorification des droits humains [Droits de l'Homme - NdLR]»: loi antiterroriste qui permet d'arrêter les suspects pour un temps quasi indéfini et de les interroger sans qu'ils bénéficient d'un avocat (plus de 400 seraient encore dans ce cas), de les surveiller, perquisitionner, etc., sans avoir besoin d'un mandat; création de tribunaux militaires pour juger sans appel les étrangers accusés de terrorisme et éventuellement les exécuter en dehors de toutes les règles juridiques existantes et secrètement; déclarations de divers responsables en faveur de l'utilisation de la torture à la façon dont cela se pratique en Israël, ou de la liquidation sans autre forme de procès de Ben Laden et des combattants qui lui sont liés. Les prisonniers faits en Afghanistan et transférés sur la base de Guantanamo (enclave américaine à Cuba, donc en dehors du territoire américain pour être à l'abri des regards indiscrets) sont ainsi grotesquement considérés, non comme des prisonniers de guerre, mais comme des «pri-

sonniers du champ de bataille» ou des «combattants irréguliers» de façon à ce que ne puissent leur être appliqués la Convention de Genève qui en théorie interdirait les mauvais traitements, les interrogatoires, les jugements secrets, etc. (1). En même temps les Etats-Unis s'emploient à torpiller le projet d'une Cour pénale internationale - hochet de tous les démocrates bien-pensants - de peur que quelqu'un s'avise un jour d'y accuser des militaires ou des responsables américains.

Les pays européens ont sauté sur l'occasion pour faire approuver des mesures et lois répressives, sous le prétexte en or de lutter contre le terrorisme. En Allemagne le ministre de l'intérieur social-démocrate - ancien avocat de la Fraction Armée Rouge! - a affirmé en présentant une série de mesures policières qu'il entend mettre sur pied une «Démocratie qui se défend». Pour les associations d'avocats, il s'agit en fait de mettre tous les habitants «sous suspicion». C'est semble-t-il la Grande-Bretagne, le pays traditionnel de l'Habeas Corpus, qui est allée le plus loin; une nouvelle loi antiterroriste autorise ainsi, entre autres, la détention indéfinie et sans jugement d'étrangers soupçonnés de terrorisme: pas d'Habeas Corpus pour les étrangers au pays de la mère des Parlements!

Le gouvernement de gauche français qui avait sans tarder mis en oeuvre un «Plan Vigipirate renforcé» (en effet le plan Vigipirate n'a jamais été mis hors fonction!), a fait voter une loi dite de «sécurité quotidienne» qui institutionnalise diverses pratiques de flicage (notamment de l'internet) déjà appliquées en réalité; leur légalisation était demandée depuis des années par les services du Ministère de l'Intérieur - et les mêmes partis qui ont aujourd'hui obtenu, jouaient il n'y a pas si longtemps la comédie de manifester contre de telles mesures «scélérates», jugées «anti-démocratiques»!

Dans la même veine répressive, il faut aussi citer la publication opportune d'un rapport du Ministère des Affaires Etrangères dénonçant un prétendu laxisme de l'asile politique en France qui permettrait à des étrangers de pénétrer indûment sur le sol national. Ce rapport est particulièrement odieux quand on sait que ces services refusent la plupart du temps d'accorder cet asile politique, la France n'étant en outre qu'au 15e rang européen pour le nombre de demandes d'asile par habitant en raison de ce

## Campagne sécuritaire

refus quasi systématique. Mais il est toujours utile pour les bourgeois, fussent-ils «de gauche», de répandre la xénophobie parmi la population...

De son côté, le Conseil de l'Europe a mis au point un projet de mandat d'arrêt européen et une définition de «crime terroriste» qui indique clairement qui est visé par cette vague de mesures répressives: selon ce projet, l'infraction terroriste, qui pourra être punie de 20 ans de prison, consiste à «grave-ment intimider une population» ou à «contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte quelconque» ou «porter gravement atteinte ou détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays ou d'une organisation de droit international public».

Il ne s'agit donc pas de se défendre contre des nihilistes assoiffés de sang, comme le voudrait la description faite par la propagande bourgeoise de la «menace terroriste», mais bien de faire face à des troubles politiques et sociaux. Il est indiscutable que les responsables européens avaient encore en mémoire des manifestations du type de celles de Gênes ou Göteborg et qu'ils voulaient se donner les moyens juridiques (les moyens policiers les plus brutaux, ils les ont déjà, comme ont pu le constater les manifestants) de les réprimer sévèrement. Mais plus généralement il s'agit, **préventivement**, de jeter les bases d'une défense unifiée au niveau européen de l'ordre bourgeois contre des actions visant à le troubler, visant à entraver le bon fonctionnement de ses institutions.

Voilà une Europe qui fonctionne bien, car poussée par l'aiguillon de l'inquiétude devant le spectre de la révolte sociale: l'Europe des flics et de la répression !

\* \* \*

Ce très rapide tour d'horizon (nous n'avons pas parlé du même phénomène dans les pays périphériques, où les pratiques répressives trouvent dans l'anti-terrorisme actuel l'occasion d'une nouvelle vigueur) illustre que les mesures autoritaires prises actuellement dans tous les pays sont tout sauf un changement soudain et inattendu dans la politique de la bourgeoisie - ou comme se lamente le journal que nous avons cité plus haut: «Le mouvement général de nos sociétés, qui tendait vers un respect toujours plus grand de l'individu et de ses libertés, vient d'être stoppé brutalement». Tout au contraire, c'est le mouvement général de la société bourgeoise qui va vers plus de répression, plus d'autoritarisme, vers une «démocratie qui se défend» toujours plus brutalement contre ceux qui menacent de troubler l'ordre capitaliste.

Avec les tapageuses campagnes sécuritaires actuelles, avec les bruyantes mesures anti-terroristes, la bourgeoisie reconnaît im-

plicitement qu'elle sait que le futur est gros de menaces pour son système, pour sa domination de classe. Quand les temps commencent à changer, quand se rapproche la tempête sociale, quand les premières secousses commencent à faire frémir les exploités et leurs sbires, c'est alors que la bourgeoisie baisse le masque démocratique et dévoile la réalité de sa dictature. Mais c'est alors aussi le moment où se rapproche le combat entre les classes, où se rapproche l'heure d'affronter et de vaincre la bourgeoisie. Raison de plus pour ne pas tomber dans le panneau qui consiste à refuser de se préparer à la lutte en la suppliant de revenir à la démocratie hier ou, pire encore, en lui emboîtant le pas en faisant de la surenchère sécuritaire!

En blindant de plus en plus sa démocratie, en recourant toujours plus largement à des méthodes autoritaires et répressives, la bourgeoisie enseigne aux prolétaires qu'ils ne pourront s'émanciper qu'en se plaçant eux aussi sur le terrain de la force, qu'il leur faudra durcir leur lutte et faire preuve d'une autorité, d'une compacité et d'une détermination plus grande.

**Que la bourgeoisie tremble devant les**

**dangers que lui réserve l'avenir! Les prolétaires, eux, n'ont rien à perdre que leurs chaînes et ils ont un monde à gagner:** ils ne peuvent donc voir dans l'aveu involontaire que la démocratie a de plus en plus de mal à remplir son rôle d'amortisseur des tensions sociales qu'une incitation à se préparer et à préparer avec confiance leurs frères de classe à la lutte de demain qu'aucune campagne sécuritaire ne réussira jamais à empêcher.

(1) Notre journaliste démocrate ne pouvait faire remarquer comment la **censure** avait bien fonctionné dans les Etats-Unis démocratiques. En effet si le gouvernement américain a brillé par son absence pendant la première journée après les attentats, les administrations de l'Etat n'ont pas perdu un instant pour imposer une censure à toute épreuve sur les informations. C'est ainsi que dans un pays où les habitants sont en permanence inondés, à la télé comme au cinéma, d'images de violence d'un réalisme saisissant, aucune image de morts ou de blessés lors des attentats n'a filtré, pour ne pas démoraliser le citoyen. Des cinéastes qui avaient

filmé pendant des heures l'action des pompiers dans les tours et les environs se sont fait immédiatement confisquer leur film par le FBI: si des images montrant sans aucun doute leur panique et la confusion régnante avaient été diffusées, il aurait été impossible de faire tenir cette image de héros patriotiques que les médias ont édifiée autour des pompiers new-yorkais. On pourrait multiplier les exemples, mais il est plus instructif de souligner que la démocratie permet une **manipulation de l'«opinion publique» beaucoup plus efficace** que n'importe quelle dictature, ne serait-ce qu'en la rendant invisible.

**Nous avons appris le décès de Suzanne Voute, militante du parti dès sa formation en France jusqu'à la fin des années 70, où les divergences avec le parti provoquèrent son départ. Nous avions prévu un article sur la trajectoire de notre ancienne camarade. Le manque de place dans ce journal nous oblige à le reporter au prochain numéro.**

# Swissair

## De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs, quel bilan?

**VERTIGE DES CIMES  
ET CHUTE ABYSSALE**

Lorsque le 9 mars 2001, le Conseil d'administration de SAirGroup démissionne en bloc, il est clair que le groupe va au-devant, et dans un avenir très immédiat, à une catastrophe programmée depuis longtemps. Peu nous importe le sort de ces dignitaires du capital, **mais le 9 mars le sort des travailleurs de SAirGroup est déjà joué.** Cette date est importante car elle permet de mieux apprécier le temps qui fut à disposition des travailleurs du groupe pour préparer leur riposte au choc de l'automne suivant.

Les pertes de l'exercice 2000 se sont élevées à 2,9 milliards de francs suisses (pour un chiffre d'affaire de 16,2 milliards de francs suisses ou 11 milliards d'Euros), soit près de 2 milliards d'Euros. L'exercice 2001, alourdi encore par les factures Sabena, AOM-Air Liberté, etc., s'annonçait encore plus catastrophique. A la fin de l'année passée, le groupe Swissair était totalement exsangue et la gigantesque assemblée des actionnaires du 25 avril - 5'000 actionnaires présents qui autant que leur argent voyaient partir en fumée toute leur sainte confiance dans l'éternelle valeur de la bonne et légendaire gestion du capitalisme helvétique - ne sera qu'une grande mascarade rituelle et une pitéuse cérémonie funéraire.

A ce moment-là et avec tous ces signes si clairs, les travailleurs du groupe, s'ils avaient encore le moindre doute de leur sort, **ne pouvaient plus ignorer la réalité des faits et ne pouvaient plus fermer les yeux sur la très imminente fermeture, vente, saucissonnage, liquidation de «leur» société, avec tous les licenciements, baisses de salaire, augmentation des charges de travail et autres «friandises» patronales que cela entraînerait.**

Après l'annonce d'une première charrette de 1'250 licenciements fin août 2001 et une longue et douloureuse descente aux enfers de l'action du groupe, l'annonce en mi-septembre de la faillite assurée de la compagnie helvétique n'était donc pas une surprise, mais la conclusion logique de tout ce processus de concentration et restructuration du groupe suivi depuis plusieurs années. Et compte tenu des précédents tumultueux du groupe avec ses filiales depuis quelques mois, ni le patronat, ni les politiques n'ont pu jouer la corde du mauvais sort jeté par Ben Laden! Fin septembre il ne restait donc plus que quelques jours de liquidités à SAirGroup pour payer ses employés et ses four-

nisseurs. L'«impensable» se produisit le 2 octobre: dans l'impossibilité de payer son carburant **tous les avions de Swissair restèrent cloués au sol**, provoquant la plus forte humiliation nationale que la Suisse si arrogante et prompte à donner la leçon à ses congénères capitalistes n'ait jamais connu.

### LA MULTINATIONALE SAIRGROUP

Arrêtons-nous un instant sur ce que représente Swissair comme nébuleuse de sociétés.

Au début des années 90, l'aviation subit à l'échelle mondiale une profonde contraction, plongeant déjà Swissair dans une série de crises et obligeant la société à chercher des alliances. A ce contexte de marchés de plus en plus tendus, se superposera un facteur politique aux répercussions économiques directement négatives. Lorsqu'en 1992, le peuple suisse se prononce par la négative sur l'adhésion de la Suisse à l'Europe, bon nombre de capitalistes fortement liés au marché européen adoptèrent des stratégies leur permettant de détourner les nombreuses restrictions et contraintes du marché européen imposées aux capitaux extérieurs et de bénéficier ainsi des avantages que les pays de la Communauté s'accordent entre eux. Pour Swissair, se fut le signal d'une série d'acquisitions à tout prix de compagnies aériennes européennes.

Le coût de l'opération s'éleva à 5 milliards de francs suisses, soit 3,4 milliards d'Euros. Tout cet investissement a été fait dans des sociétés notoirement déficitaires, à commencer par la Sabena, mais aussi AOM-Air Liberté, Air Littoral et l'allemande LTU.

Le tableau ci-contre montre la répartition en 4 secteurs des sociétés SAirGroup né de cette frénésie d'achat au super sky-market. Toutes les données ne sont pas à disposition et varient parfois d'une source à l'autre, mais l'essentiel est là. Si l'on tient compte de toutes les participations minoritaires de SAirGroup, c'est entre 100 et 120'000 travailleurs qui sont touchés directement ou indirectement par la faillite de SAirGroup.

### LE PLAN DE SAUVETAGE «PHÉNIX»

Le plan concocté par la compagnie, dit «Phénix» (sic), pour éviter l'écroulement complet de l'édifice, consiste à la reprise des activités de Swissair par la deuxième compagnie du holding SairGroup, Crossair, dont les comptes sont bénéficiaires. Mais l'opération coûte cher et les pouvoirs publics sont

largement sollicités.

A l'heure actuelle, la Confédération, les cantons et les villes intéressées, vont mettre dans le pot 2,5 milliards (1) sur les 4,2 nécessaires (pour le moment!) à cette renaissance; les milieux financiers et industriels mettront le reste. Crossair reprend donc sous une forme réduite les activités aériennes de Swissair, et les autres sociétés sont mises en vente ou en sursis, ce qui d'ailleurs suscite le courroux d'une certaine gauche vexée sans le dire de voir **quitter du territoire helvétique** des activités rentables de la Swissair (2).

( Suite en page 4 )

Le monde SAirGroup (Source: «Le Temps», 24 janv. 01 ou sites Web)			
Compagnies	Participation	Effectifs	C.A. (millions Sfr)
<b>SairLines</b> (Transport personnes)			
Swissair (CH)	100%	7'726	5'263
Crossair (CH)	69,2%	2'946	1'159
Balair (CH)	100%	195	115
Flightlease (1)	100%	20	1003
Air Liberté (F)	100%	4560	2'100
AOM (F)	49%		
Air littoral (F)	49%	1'067	395
Sabena (B)	85%	12'000	4'200
LTU (Allemagne)	49,9%	2'741	3'490
TAP (Port.)	34%		
Portugalla (Port.)	42%	9000	
Air Europe (I)	45%		677
Volare (I)	34%		
LOT (Pologne)	37,6%	4150	781
SAA (Afr. du Sud)	20%		
<b>SairServices</b> (Infrastructures)			
SR Technics	100%	3'246	1'271
Swissport International	100%	12'335	683
Atraxis	100%	1'157	394
Avireal	100%	241	203
SAir Service Invest	100%	147	21
<b>SairLogistics</b> (Fret)			
Swisscargo	100%	575	975
Cargologic	100%	688	121,4
Swiss Global Caorgo	45%	104	180
<b>SairRelations</b> (Restauration, Hôtellerie)			
Swisshôtel	100%	575	975
Gate Gourmet	100%	30'262	2'600
Rail Gourmet	100%	2'172	240
Restorama	100%	1'068	127
Gourmet Nova	100%	519	32
Nuance Global Traders	100%	3'796	1'660

(1) Société acquisition et gestion avions

## el programa comunista

Ogano del partido comunista internacional  
N° 44 - Septiembre 2001

¡ A los proletarios de hoy ! ¡ A los camaradas de mañana ! / La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (1) / Siguiendo el hilo del tiempo: Brújulas locas / En defensa de la continuidad del programa comunista (6): Tesis características del partido (1951) / El capitalismo soviético en crisis (Fin) / Volante: ¡ No a la intervención imperialista en Yugoslavia ! ¡ Abajo todos los nacionalismos y todas las opresiones burguesas ! / Volante: Repuesta a «Rouge», a «Le Monde», a «Le Figaro», a «Liberation», etc. Auschwitz o la gran coartada: lo que nosotros negamos y lo que nosotros afirmamos

(64 pages, 2,5 Euros)



# Swissair

## De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs, quel bilan?

( Suite de la page 3 )

**ABSENCE DE RIPOSTE,  
ABSENCE D'UNITÉ, ABSENCE  
D'ORGANISATION.  
MAUX ENDÉMIQUES DU  
PROLÉTARIAT EN SUISSE**

Il est en Suisse une réalité solidement ancrée et qui n'a rien de mythique: celle de la paix sociale qui occupe le terrain social et fait tant le bonheur des patrons. Toutefois toute paix sociale finit un jour par se briser sous l'effet convergent de divers facteurs.

On pouvait espérer que sous la poussée de tels événements, en un moment où la crise se réinstalle dans le pays et le chômage croît, les prolétaires trouvent les ressources pour s'arracher à ce climat, que des noyaux puissent faire face et se détacher du contrôle des appareils syndicaux qui bloquent ou canalisent toute velléité de lutte. Mais la paix sociale et le respect des intérêts patronaux sont encore beaucoup trop gravés dans la psychologie des travailleurs - et plus particulièrement dans une entreprise comme Swissair, porte-drapeau national, où la sécurité de travail était plutôt bonne - pour que se soit déclenchée la moindre réaction significative.

Le principal syndicat chez Swissair c'est le SSP (syndicat de la fonction publique). Lorsque Swissair annonçait fin août 2001 les premiers licenciements, la seule réaction du SSP fut de faire part de sa grande «surprise» et se borner à exiger platoniquement le respect de la convention collective.

«Le Temps» du 26 octobre écrivait que: «Ulcérés (par le fait que les salaires du mois n'étaient pas assurés, Ndlr), les syndicats n'incitent pour autant pas les employés à faire grève, trop conscients de la bombe sociale qu'ils ont entre leurs mains. Ils essayent de minimiser la casse en favorisant la naissance, déjà périlleuse, de Crossair Plus». Tout le monde a bien compris que les directions syndicales protègent les intérêts patronaux des réactions ouvrières et en l'occurrence protègent les tarmacs de Zürich et Genève contre les occupations de grévistes pour ne pas ternir l'image internationale de la Suisse, pays de l'ordre!

A Genève, deuxième aéroport international du pays, le SSP, habitué aux menaces verbales et aux gesticulations démonstratives - dont le seul effet est de faire parler de lui et de tromper les travailleurs sur sa stratégie réelle de carpe syndicale - s'est rapidement mis à agiter son doigt vengeur en menaçant en mars 2001 de lancer une grève nationale! Mais toute son agitation velléitaire et celle aussi de ses amis politiques socialistes de gauche, ne sont que poudre aux yeux de petit-bourgeois, floués par le grand capital, qui se contentent à dénoncer «le cynisme des banques et des milieux politiques de droite qui dirigent le pays (3)», et qui - en justicier de cape et d'épée - réclament des comptes à l'Etat, au nom de leur bon «droit» et de la «justice», pour que «la lumière soit faite» sur cette débâcle financière.

A Zürich par contre, le SSP ne cache pas son rôle de chien de garde des intérêts patronaux derrière des gesticulations! Il n'a eu aucun mal à faire passer son message d'ordre lors de l'assemblée du personnel du 19 novembre, où la grève, vaguement discutée, fut très unanimement écartée. Le 19 aussi, à l'assemblée du personnel de Genève, la grève a aussi été rejetée sous prétexte qu'il était nécessaire «d'attendre les collègues de Zürich» afin de «partir en lutte toutes et tous ensemble». Lors de la fin novembre, le SSP déclare que «pour obtenir satisfaction, un mouvement de grève au niveau national est indispensable» (4) malgré que trop de temps ait été perdu, ce n'est encore que pour mieux tromper les travailleurs sur sa volonté réelle

de mettre en place un réel plan de mobilisation pour et vers la grève. Une chose est sûre - et nous sommes d'accord là-dessus - il est trop tard!

Mais c'est bien le SSP qui porte la responsabilité du «trop tard» et qui y trouve son compte, en justifiant ainsi l'inaction. Ce «trop tard» arrange finalement aussi les affaires du SSP à Genève, il lui permettra de se laver les mains de l'échec de la riposte des travailleurs en pointant du doigt leurs «collègues» zurichois.

L'apparent radicalisme de la section romande du SSP qui tranche avec l'immobilisme de pierre de Zürich ne doit pas créer d'illusion. **Dans un cas comme dans l'autre le but du syndicat est de faire passer sa revendication de création d'un service public de transport aérien. Leur action auprès des travailleurs est totalement conditionnée par cette perspective.** Eric Decarro, président central du SSP, déclarera dans «Services Publics» (n° 16 du 12 octobre): «Pour qu'une telle solution (la création d'un service public dans le transport aérien, Ndlr) puisse se réaliser, il serait évidemment indispensable que le personnel poursuive sa mobilisation».

Le 20 novembre, le débrayage à Genève entre 8h00 et midi et le blocage de quelques avions de Crossair, ne sera qu'un petit rideau de fumée pour masquer la défense de la paix sociale. Ce ne fut qu'une manière de se montrer sur le terrain de lutte tout en lui tournant le dos (5). Le 20 décembre se tenait à Zürich une des rares assemblées du personnel, pas plus de 80 à 100 travailleurs y furent présents. Pas question de faire grève ou même un peu d'agitation dans les aéroports et sur les tarmacs: «Perturber le trafic aérien durant la période de Noël risquerait d'irriter l'opinion publique», déclara Daniel Vischer, président de la section transport aérien du SSP (mais aussi écologiste notoire à Zürich) et principal chien de garde des intérêts patronaux. Seul les pilotes, qui ont beaucoup à perdre dans cette histoire, firent vaguement référence à la grève par la voix de leur syndicat Aeropers, mais ce fut seulement pour qu'on leur ouvre la porte des négociations pour une nouvelle convention de travail!

Quant aux «actions spectaculaires» que promettaient SSP et Push à Genève, elles se résumèrent à bloquer 2 heures l'accès des guichets de l'UBS à l'aéroport de Genève. «Nous dénonçons la responsabilité de l'UBS dans la débâcle de Swissair et le coup de force de Crossair» déclara le SSP. De telles manifestations sont à bannir, car elles dévient le peu de force des travailleurs qui ont envie de se battre sur le terrain stérile des palabres socialo-syndicales sur les bonnes moeurs capitalistes que devraient respecter les patrons. En fait les directions syndicales en veulent aux banques et à Crossair d'avoir balayé leur projet de compagnie aérienne nationale «de service public», et la vraie raison de ce genre de manifestation n'est pas de mesurer la capacité de mobilisation des travailleurs, mais de donner une punition morale à ces adversaires castrateurs de leur projet réformiste de service public.

### LES ATTAQUES PATRONALES

Le SSP, les syndicats du personnel de cabine et des pilotes (le KAPERS) et les autres plus minoritaires (6), ont si bien fait que durant toute la période de décomposition de Swissair, de mars à octobre, à défaut de revendication contre les licenciements, il ne fut avancé aucune revendication d'indemnisation des travailleurs licenciés, aucune revendication de plan social. Résultat: dans toutes les tractations sur le refinancement d'une nouvelle société et le partage des frais d'enterrement de l'ancienne entre la

Confédération, les banques et les industriels intéressés, aucune somme ne fut prévue pour un plan social en Suisse, les indemnités minimales légales n'étant même pas garanties! Pourquoi l'Etat - si courtisé dans cette affaire par les syndicats - et les patrons verseraient un sou à des travailleurs qui ne réclament rien ou dont les doléances ne vont pas au-delà de quelques exclamations verbales (7)?

Au niveau des licenciements, il est difficile de donner des chiffres avec exactitude. 2'000 lettres de licenciements étaient déjà parties fin octobre. Quant aux répercussions du plan de sauvetage, les conséquences au niveau des licenciements seront dévastatrices. Mi-novembre, Swissair déclarait le nombre de licenciements en Suisse à 4'500 et 9'000 à l'étranger.

Mais après l'adoption du plan de sauvetage «Phénix», une étude du Crédit Suisse faisait état de deux variantes: soit «Phénix» était couronné de succès et il fallait prévoir «seulement» 8'000 pertes d'emplois chez Swissair et 7'000 autres chez les filiales et fournisseurs, **c'est-à-dire 15'000 au total en Suisse**; soit «Phénix» échouait et le compte passait à 22'000 emplois perdus chez Swissair et 28'000 chez les filiales et sous-traitants, **au total 50'000 emplois perdus seulement en Suisse.** L'étude concluait qu'un échec du plan de sauvetage entraînerait une récession économique du pays (8). Le CS étant, avec l'UBS, actionnaire majoritaire de la nouvelle compagnie, a bien sûr tout intérêt à effrayer la Confédération pour lui ouvrir les cordons de la bourse; on peut penser que la banque tord le bâton dans le sens qui lui plaît, mais il n'en reste pas moins que cette vague de licenciement est une des plus violentes que les prolétaires aient eu à subir depuis le krach de l'industrie horlogère dans les années 75.

En fait cette situation de flou et d'incertitude aurait dû être favorable à l'unité et à la lutte. Dans ces circonstances tous les travailleurs devraient se sentir personnellement concernés par les licenciements, aucun ne devrait penser que le licenciement concerne le voisin, situation que l'on connaît lorsque les licenciements collectifs se font sur des listes facilement identifiables par les travailleurs. **C'est aussi une raison de déclencher les luttes le plus rapidement possible avant que ne se dessinent les rangs des sacrifiés et ceux des élus.**

A tous les problèmes de licenciements viennent s'ajouter ceux des nouvelles embauches dans la «Crossair Plus». En Suisse, il existe une loi exigeant d'une société qui rachète le fonds de commerce d'une autre en faillite et qui réengage une partie de son personnel, qu'elle respecte, pour une durée déterminée, les mêmes contrats de travail dont bénéficiaient les travailleurs dans la société défaite (Art. 333 du Code des Obligations). Dans cette formule, il n'y a pas de licenciement formel mais «transfert» de personnel. Jusqu'à présent, dans les cas similaires, cette façon d'opérer avait été plus ou moins respectée, **avec l'avantage pour les patrons de limiter les risques de réactions de lutte car elle divise très vite les travailleurs entre les transférés et non-transférés.**

Cette fois la situation change. Crossair pratique des salaires jusqu'à 30% inférieurs à Swissair (d'où ses succès commerciaux depuis sa création il y a 25 ans) et des conditions de travail beaucoup moins favorables qu'à Swissair. Or il a été décidé et juridiquement approuvé par l'Office fédéral de justice - malgré les cris et pleurs des adorateurs de la table des lois démocratiques - que la fameuse loi ne s'appliquerait pas dans ce cas. En fait l'astuce juridique est très simple: la société en faillite licencie en bonne et due forme les travailleurs et la société qui reprend les activités a les mains libres d'appliquer les contrats de travail qui lui conviennent. Cet épisode a au moins le mérite de montrer aux prolétaires que **l'article 333 est en fait une grande supercherie**, à laquelle croient ferme les bonzes syndicaux, mais qui ne doit leur donner aucune illusion.

Les travailleurs transférés passeront donc sous le rouleau compresseur de la nouvelle Crossair, **s'ils ne réagissent pas avec des**

**moyens de lutte autres que l'indignation verbale et épistolaire ou les manifestations-démonstration et grèves-souape.** La baisse des salaires de ceux qui seront transférés de l'ancienne Swissair à Crossair sera importante. La moyenne des salaires de base chez Swissair est de 4'500 à 5'000 francs et chez Crossair, qui ne fera pas de cadeau, est de 3'500 à 4'000 francs (9). Pas question de refuser de telles conditions si on est isolé et sans solution de rechange: les caisses chômage pénaliseraient lourdement les récalcitrants par des retenues sur leurs indemnités et des délais de versement!

En clair la Confédération - qui est maintenant aussi patron dans la nouvelle société - a donné carte blanche à «Crossair Plus» pour appliquer les conditions d'exploitation de la force de travail qui lui semblent les plus favorables. C'est même elle qui aurait soufflé les chiffres de réduction de salaire: 25% pour les pilotes et 9,4% pour le personnel de cabine, à prendre où à laisser pour les 3'300 employés concernés par cette compression salariale! Quant aux autres catégories et autres sociétés du groupe, le ton est donné!

### CONTRE LES ATTAQUES DU CAPITAL, IL N'Y A PAS D'AUTRE RÉPONSE QUE LA LUTTE ET L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

Les dés sont jetés, en dépit des protestations et des quelques «démonstrations» qui peuvent encore se produire, les travailleurs de Swissair n'ont pas réagi au moment nécessaire, avec les revendications unificatrices, avec les moyens adéquats pour imposer le puissant rapport de force que leur permettaient leur nombre, leur concentration sur un nombre limité de lieux de travail. Aidé par l'Etat - que partis réformistes et directions syndicales ont appelé au secours - «Crossair Plus» mettra en place son plan de relance en faisant porter tout le poids possible de la restructuration sur le dos des travailleurs. Jusqu'à fin mars, la compagnie va bénéficier des fonds publics perdus et tout semblera fonctionner en surface. Mais si la nouvelle compagnie ne réussit pas à remplir les avions, se sera la déroute totale. **Les travailleurs doivent surtout se préparer à cette éventualité plutôt que de se sentir sauvés et de baisser leur garde plus bas encore.** Malheureusement, trop de travailleurs ont à l'esprit cette idée: «on est sauvé, on a été racheté»!

Aujourd'hui, s'il y avait encore quelques sursauts de luttes possibles, ils ne seraient qu'isolés, et cela ne pourrait se produire qu'en rupture complète avec toutes les méthodes passées et les illusions véhiculées par les appareils syndicaux traîtres. **Fondamentalement, les travailleurs de Swissair doivent rompre totalement avec leur solidarité et leur défense passée de l'entreprise. Il n'y a pas, il n'y aura pas et il n'y aura jamais de lutte de classe et d'unité ouvrière tant que les travailleurs n'auront pas rompu avec le chauvinisme d'entreprise et brisé leurs chaînes affectives avec leur entreprise.**

**Vient de paraître:  
«Swissair. De la faillite du  
fleuron suisse à la défaite  
sans combat des travailleurs.  
Quel bilan tirer?»**

Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? («le prolétaire», N° 460, déc. 2001 - Janv. 2002) / Les travailleurs d'AOM-Air Liberté menés en bateau («le prolétaire», N° 458, Juil.-Août-Sept. 2001) / Compagnies aériennes. La crise est mondiale, la classe ouvrière doit riposter avec ses armes de classe / Pour des méthodes et des revendications de classe. L'arme fondamentale: la grève («le prolétaire», N° 195, 1975) / A propos des grèves (Lénine, 1899, O.C., Ed. Sociales, T.4) (Brochure «le prolétaire», n° 28, 24 pages, 1 Euro)

## Swissair

Chez Swissair, cette identification profonde à l'entreprise-phare du pays, la seule dit-on « à porter la croix blanche », le symbole de la réussite et de la perfection (Swissair était notée comme la meilleure compagnie aérienne du monde), est le facteur le plus paralysant qui, ajouté à celui de la tradition de la paix sociale, immobilise toute réaction classiste contre les attaques patronales. Un mécanicien de Genève, pourtant convaincu qu'il ne faille pas rester les bras croisés, résumait cette attraction pour la défense de l'entreprise en ces termes: «*Quand on voit la façon dont on nous traite, je ne peux qu'être d'accord avec la grève, mais en même temps, je sais qu'au moment de le faire, je vais mettre à genoux la nouvelle compagnie. Et puis cela fait dix-huit ans que je travaille sur les avions Swissair. Même si sur le fond ma première réaction est de débrayer, je risque de casser le dernier lien qui me lie à Swissair*» (10).

Il ne faut pas attendre sur les appareils syndicaux - **qui tous adhèrent à la conservation et à la défense d'une puissante et glorieuse compagnie aérienne nationale** - pour changer cet état d'esprit qui se dresse contre la lutte des travailleurs. Défenseurs de l'économie nationale, adeptes du culte à l'entreprise-sociale capitaliste, ils ne feront jamais - en dépit de leur déclaration d'un jour - que pousser les luttes des prolétaires dans les impasses du respect de la paix sociale et des marchandages autour du tapis vert, quand ils ne les transforment pas en tremplin électoral et en appui de leurs joutes parlementaires.

Les prolétaires n'ont aucun intérêt commun ou à partager avec le capital. Ils sont une classe aux **intérêts antagoniques** au système capitaliste qui fait et défait les entreprises au gré des contraintes et fluctuations du marché, et **dont le seul ressort est celui du profit**. Sans profit pas de reproduction du capital, c'est sa mort. Ce n'est donc pas aux prolétaires d'entrer en matière sur le mode de gestion de ce système en pensant faire mieux que les capitalistes eux-mêmes. Ce n'est pas aux prolétaires de prendre en pitié les entreprises - y compris la leur - meurtries par les échecs. Les patrons, comme l'Etat-actionnaire, se moquent bien des meurtrissures des travailleurs! **Ce n'est pas la solidarité avec leur entreprise qu'ils doivent développer au cours de leur activité de salarié, mais la solidarité avec leurs camarades de travail dans le but de se défendre en bloc de classe uni, organisé et indépendant de tout lien avec les intérêts d'entreprise.**

Lorsqu'il faut décider des moyens de lutte, ils doivent se rappeler que la corde sensible des patrons c'est uniquement le profit. C'est le profit qu'il faut attaquer pour se défendre, pour mettre à genoux les patrons. Mais pour cela il faut une détermination et un engagement sans concession dans la lutte. Lorsque la lutte des prolétaires est assez puissante pour bloquer réellement les profits, pour enrayer la machine de reproduction du capital, alors **le rapport des forces s'inverse en faveur des travailleurs**. Les bonzeries, les savants juristes de la Confédération aux ordres du maître capital et les patrons peuvent alors ravalier et s'étrangler de tous leurs articles 333 et suivants.

**La lutte, l'unité, l'organisation indépendante des prolétaires** sont les bases élémentaires du combat de classe. Vouloir en faire l'économie par respect de la paix sociale, par souci de l'entreprise, par égard aux procédures juridiques étouffantes, par illusion démocratique, par croyance que la raison honnête des travailleurs est plus forte que les jongleries des conseils d'administration, ne mène qu'à la pire des défaites: celle qui fait non seulement supporter aux prolétaires le poids de la crise **mais encore et surtout qui leur fait supporter ce poids dans l'isolement le plus complet.**

Certes, les quelques mots d'ordre qui concluent ce bilan ne trouvent pas de point d'accrochage dans la situation actuelle des travailleurs de Swissair, mais ils constituent, pour les travailleurs combattifs, pour les lecteurs et sympathisants et en lignes brèves, ce

qui constitue **l'épine dorsale et la ligne de référence** d'une plate-forme de lutte classiste telle qu'elle aurait dû être portée en avant dans le crash de Swissair, **mais aussi telle qu'elle doit être pour que les travailleurs de la nouvelle Crossair puissent se défendre des attaques patronales qui ne cessent pas**, avec l'inconvénient de pouvoir être dorénavant distillées à plus faible dose, étalées dans le temps, et dans des conditions d'unité plus difficile pour les travailleurs issus de deux compagnies différentes.

**- Non à la défense de l'entreprise et de l'économie nationale!**

**- Non au soutien de toute solution de restructuration de type privé ou service public!**

**- A bas les bonzes syndicaux aux ordres des patrons!**

**- Pour la lutte directe et de classe, seule capable d'imposer les rapports de force en faveur des prolétaires!**

**- Pour la grève immédiate, sans préavis ni limitation préalable de durée!**

**- Occupation des tarmacs!**

**- Pour une organisation des travailleurs de l'entreprise, indépendante des appareils syndicaux, seule responsable et redevable devant les travailleurs!**

**- Le nombre et l'unité dans l'action de classe sont la force des travailleurs en lutte!**

**- Unité et organisation commune des travailleurs de toutes les catégories et de toutes les filiales des services aériens et à terre!**

**- Non aux licenciements!**

**- Pas de diminution de salaire dans les transferts, pas d'aggravation des conditions de travail!**

**- Réajustement des conditions salariales de Crossair à celles de Swissair pour**

**tous ceux et celles de l'ancienne Crossair! - Salaire intégral et sans limite de durée aux licenciés et préretraités!**

28/12/2002

(1) En matière d'aide étatique, les Etats-Unis seront mal placés pour faire la morale à leurs concurrents européens. L'Etat américain va en effet injecter pas moins de 18 milliards de dollars pour soutenir le secteur des transports aériens totalement sinistré. Qui parle du repli de l'Etat dans la direction de l'économie face à la «mondialisation» et son prétendu «gouvernement d'empire»?

(2) C'est l'UCPO (Union des cercles pour une politique ouvrière) qui reflète le mieux cette vision de flanc gauche de la sociale-démocratie, en lançant comme mot d'ordre dans sa presse: «*Pas de démembrement de l'ancienne holding*» et en expliquant que: «*Le plan financier passé entre les banques et la Confédération ne prévoit rien d'autre pour les filiales de Swissair que la vente aux enchères. C'est le dépeçage de l'ancienne multinationale par les capitalistes (sic)*». Mais qu'est donc autre qu'un acte authentiquement capitaliste et de surcroît hyperchauvin et social-impérialiste donc anti-ouvrier et anti-internationaliste, le fait de défendre «sa» multinationale bien helvétique contre cet ignoble «dépeçage» capitaliste? L'UCPO fait partie de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples, émanation lambertiste. Rien d'étonnant donc!

(3) «Services Publics», n° 18, 9 nov. 2001, Rémy Pagani, secrétaire régional.

(4) *ibid.*, n° 19, 23 nov. 2001, Agostino Soldini, secrétaire central.

(5) Pour illustrer à quel point le SSP ne se soucie des travailleurs que dans la mesure où l'intérêt national est en jeu et la petite-bour-

geoisie spoliée, citons seulement ce commentaire de Eric Decarro, président du SSP à Genève: «*C'est un acte de violence contre des dizaines de milliers de personnes, parmi lesquelles il faut ajouter les petits actionnaires*» Et à propos du rassemblement du 4 octobre devant les sièges du Crédit Suisse et de l'UBS, Rémy Pagani, secrétaire syndical, expliquera que: «*Cette manifestation s'adresse aussi aux citoyens choqués par la faillite de Swissair*» («Le Temps» 3 oct. 2001). Ou comment mettre les prolétaires à la remorque des classes moyennes!

(6) Il s'agit d'Aeropers (Syndicat des pilotes), de Push (Personnel Union Swissair Holding) et du SSEC (Syndicat Suisse des Employés de Commerce).

(7) Lors de la manifestation-soupage du 3 octobre à Zürich, René Müller, président de la commission du personnel Swissair, affirmait aux 10'000 participants ne pas accepter un plan social inférieur à 2 milliards. Aujourd'hui syndicats et Commission du personnel négocient sur la base de 50 millions. Paroles... Paroles...

(8) Ceci se comprend assez bien si l'on prend en considération toute l'activité économique qui gravite autour du transport aérien. Pour seul exemple, l'aéroport de Zürich, dont le coeur est le hub Swissair, génère environ 93'000 emplois en Suisse et est directement touché par la chute de Swissair puisque d'énormes investissements y ont été faits (et sont encore en cours) en relation avec le développement de Swissair.

(9) Le salaire de base d'un steward, parlant 3 langues au minimum, est de 3'450 francs suisses bruts (2'330 Euros) sans treizième salaire, soit à Zürich - en pouvoir d'achat réel - l'équivalent d'un SMIC. Depuis 12 ans aussi Swissair freine les compensations au renchérissement.

(10) «Le Temps», 6 nov. 2001

## «Gouvernance» d'entreprise ou comment la bourgeoisie habille la concentration toujours plus générale et irréversible du capitalisme des frusques de la démocratie

La bourgeoisie est depuis toujours une classe sans vergogne, les délires de ses théoriciens de l'économie politiques à propos de ce qu'ils appellent la «gouvernance» d'entreprise en sont encore une preuve.

La question peut paraître bien mineure pour la classe ouvrière qui subit l'exploitation capitaliste et se moque bien des élucubrations idéologiques de ces représentants du capital, arborant généralement costume noir, cravate sombre et lunettes à écailles, mais toutefois elle fait partie des mille façons de la bourgeoisie de renforcer l'idéologie démocratique en lui permettant de méprendre le prolétariat sur la nature réelle de la société capitaliste.

Depuis des années maintenant, et le processus s'est considérablement accéléré ces derniers temps, des entreprises industrielles ou sociétés financières explosent et se désagrègent avec une rapidité étonnante et chaque fois on découvre que derrière leur «surprenante» descente aux enfers, se cachent des manipulations financières douteuses cachant la réalité de leur soit-disante performance économique. Le phénomène n'est pas nouveau, il devient seulement plus spectaculaire sous l'effet de la concentration capitaliste et en période de crise. Des faillites comme celle de Swissair en Europe ou Enron aux Etats-Unis surprennent les braves publicistes bourgeois qui misaient eux-mêmes - en bons crétiens du système - leurs propres économies sur les actions de ces sociétés florissantes et indéboullables disaient-ils. Pour ces bons représentants du système, les crises capitalistes ne font pas partie des mécanismes même de la production marchande et de la loi du profit, mais ne sont que des disfonctionnements passagers dus à des causes exogènes au capitalisme.

Ils se sont donc penchés sur cette question pour en conclure que les causes des crash d'entreprises résident dans une trop grande opacité des décisions, par une centra-

lisation sans contrôle des décisions, par une trop grande incompétence «professionnelle» des membres des conseils d'administration, par des mauvaises formules de nomination de ces membres, trop souvent cooptés par leurs pairs, donc refermant les points de vue dans un cercle étroit de «personnalités» aux intérêts trop proches, etc... Les contrôles des grandes sociétés par les firmes de consultants comme Arthur Andersen, Ernst & Young, Pricewaterhouse Coopers, etc, ne suffisent plus à éviter les dérapages. Elles montrent au contraire tous les jours leur incompétence prévisionnelle. Il est notoire aussi qu'elles travaillent de mèche avec leur client, et lorsqu'elles sentent ou découvrent des problèmes trop explosifs, elles participent même à couvrir les faits et à étouffer l'affaire (1).

Le capitalisme manque de «moralité» et de transparence s'écrient alors les idéologues bourgeois, armés de leur conviction que le mode de production capitaliste est l'apothéose du développement de l'humanité. Toutes ces catastrophes économiques ne se produiraient pas si les dirigeants d'entreprises conduisaient leurs affaires selon un **code de bonne conduite** et de **transparence**, nous affirment-ils aujourd'hui. Il faut que les entreprises soient gouvernées comme les Etats démocratiques, par un réel «gouvernement», véritablement «responsable» de ses actes et de sa politique vis-à-vis de son «peuple», c'est-à-dire de ses actionnaires, et garant de la protection des petits porteurs, cette plèbe de l'actionariat dont l'apport financier ne pèse rien et qui ne représentent rien aux yeux des grands représentants de la bourgeoisie, si ce n'est une masse utile de défenseurs des intérêts capitalistes, une courroie de transmission vers les classes exploitées et une classe d'adversaires directs pour les prolétaires.

Les démocrates répètent que la grande supériorité de la démocratie sur toutes les

autres formes de gouvernement de l'Etat réside dans la séparation des pouvoirs, **faisant oublier que séparé ou non, tous ces pouvoirs ont la défense de l'Etat et de l'ordre social bourgeois comme mission et objectif premiers**. Ce principe universel, il suffirait de l'appliquer au fonctionnement des entreprises pour que disparaissent toute l'opacité qui régit leur direction et qui serait nous dit-on responsables des dérapages.

Mais comment est constituée la direction d'une entreprise?

Tout en haut on trouve le conseil d'administration avec son président, chargé de définir la stratégie d'entreprise, de définir les montages financiers nécessaires à son développement, de corriger les orientations en fonction du marché, de prendre toutes les décisions sur les axes de développement de l'entreprise, etc... Juste en dessous, se situe la direction de l'entreprise. Sa fonction est exécutive, elle réalise les directives de son conseil d'administration, elle remonte l'information au conseil d'administration, et ses membres sont nommés par les administrateurs. Donc d'un côté on définit les lignes de développement et de l'autre on exécute. Le problème soulevé par les analystes bourgeois est que dans de nombreuses entreprises, les personnes siégeant dans les conseils d'administratoins et les directoires sont les mêmes. Pire, le président du conseil d'administration peut aussi être le président du directoire. Donc une seule personne, ou un nombre réduit d'individus, peut concentrer en ses mains à la fois le pouvoir de décider la politique d'entreprise et les informations sur le fonctionnement et la santé réelle du groupe.

Donc un peu de poudre magique de «gouvernement d'entreprise» et de «code de bonne conduite» ainsi qu'un peu de transparence dans l'entreprise et, à entendre les nouveaux

( Suite en page 6 )

## «Gouvernance» d'entreprise ou comment la bourgeoisie habille la concentration toujours plus générale et irréversible du capitalisme des frusques de la démocratie

( Suite de la page 5 )

prophètes du capital, cette nouvelle démocratie d'entreprise mettra un terme à tous les errements de quelques irresponsables concentrant tout dans leurs mains et faisant mauvais usage des pouvoirs qui leurs sont attribués.

Le nouveau «code de bonne conduite», est ainsi présenté comme mesure de restriction de la centralisation capitaliste, comme une arme contre le pouvoir aveugle des compagnies monopolistiques et même comme une démocratisation de la direction d'entreprise, pour ne pas dire de l'entreprise elle-même.

Mais, derrière ce nouveau rideau de fu-

mée, la réalité est bien plus prosaïque. Loin d'être une mesure de décentralisation du pouvoir capitaliste, la «gouvernance» tant adulée, n'est que l'expression d'une concentration toujours plus forte du capital qui passe par une modification des rapports de force entre groupes d'intérêts capitalistes. Les publicistes bourgeois qui vantent les vertus du nouveau régime de gouvernement d'entreprise ne sont en fait que les pantins de cette concentration, chargés d'en occulter les vraies raisons.

Dès les années 70, sont apparus en force à la bourse les nouveaux investisseurs que sont les fonds de prévoyance drainant les milliards des cotisations de retraites des prolétaires et autres fonds de placement rassemblant les capitaux à la recherche de profit (comme les SICAV en France). Ces institutions, que la bourse nommera les «zinzins», en acquérant des masses de plus en plus grandes de capital, via la bourse principalement, sont très rapidement devenues une force économique importante et incontournable. Ces investisseurs représentaient 25% de la capitalisation boursière à New-York

dans les années 70, 40% en 1991 et 60% aujourd'hui. Dans les pays de l'OCDE les fonds gérés par les seuls fonds de pension s'élevaient à 14'000 milliards de dollars en 1995. Les élucubrations sur la «gouvernance» d'entreprise et le «code national de bonne conduite», d'origine anglo-saxonne, ont donc surgi comme par hasard à la fin des années 90, période à laquelle ces capitaux devenaient majoritaires à la bourse, c'est-à-dire majoritaires dans le capital des grandes entreprises.

Mais le problème pour ces capitaux réside dans leur faible représentation dans les conseils d'administration et leur nature, assurer un taux de profit moyen sur un long terme, entre en conflit avec certaines méthodes spéculatives de gestion du capital dans les grandes sociétés elles-mêmes. Ce sont elles qui aujourd'hui suscitent cette discussion hallucinante sur le gouvernement d'entreprise. Conquérir un pouvoir dans les entreprises à l'échelle de leur pouvoir financier, tel est le but des fonds de pension.

Cette guéguerre intestinale entre fractions bourgeoises que les idéologues de Wall Street

et d'ailleurs font passer pour une espèce de démocratie d'entreprise, allant même jusqu'à évoquer la revendication de «une action = un vote», représente en fait un **état de concentration capitaliste** toujours plus grand.

Les «codes de bonne conduite» ne sont vraiment qu'une chimère de plus dans l'arsenal des illusions démocratiques.

Au lieu de représenter un adoucissement des contradictions internes de la bourgeoisie, contradictions dont les prolétaires font toujours les frais, toute cette histoire de gouvernement d'entreprise masque en fait leur profonde accentuation.

(1) Dans l'affaire Enron, Arthur Anderson qui avait un contrat de 50 millions de dollars, a elle-même détruit les documents compromettant qui dévoilaient l'échec de sociétés (3000 au total dont 881 dans les paradis fiscaux) permettant à Enron de maquiller ses comptes en faisant disparaître de ses colonnes les pertes réelles du groupe.

## Prolétariat et électoralisme Le cadavre marche encore

( Sul Filo del tempo, mai 1953 )

( Suite de la page 1 )

formule donnée par Marx depuis 1848: dictature de la classe ouvrière!

\* \* \*

La bourgeoisie européenne, prodigue en avancées dans le domaine des réformes sociales et en séduisants appels à la collaboration à destination des chefs syndicaux et parlementaires des ouvriers, entre dans le giron catastrophique de l'impérialisme: en 1914 éclate la première guerre mondiale. Une vague de désarroi submerge les socialistes et les travailleurs qui avaient pourtant proclamé la veille, à Stuttgart et à Bâle, que la révolution sociale s'opposerait à la guerre. Les traîtres se mettent à mesurer cette situation catastrophique qui fait s'évanouir des décennies de douces illusions, non pas avec le mètre du marxisme prolétarien mais avec celui de la Liberté bourgeoise, dont s'élèvent les clameurs les plus grandes à chaque fois que la cause et la force de notre Révolution sont à genoux.

L'existence des Parlements et du droit de vote est présentée comme un patrimoine assuré pour le prolétariat, qu'il doit défendre en se laissant enrôler et armer dans l'armée nationale: et ainsi les travailleurs allemands seront persuadés de se faire tuer pour combattre le spectre tsariste, tandis que les travailleurs occidentaux seront, eux, persuadés de le faire contre le spectre du Kaiser.

Le Parti Socialiste Italien eut l'avantage d'avoir un laps de temps pour se décider avant d'adhérer à l'union nationale. Il refusa avec fermeté quand, pour des raisons d'alliance politique, l'Etat italien aurait dû suivre les Allemands; il se réfugia dans la formule de la neutralité (ce qui était insuffisant, comme l'avait déclaré l'aile révolutionnaire avant même le splendide mai 1915) et sut ensuite résister dans l'opposition quand la bourgeoisie passa «dans le camp de la liberté» en attaquant l'Autriche.

\* \* \*

En 1919, la guerre est finie avec la victoire nationale et la libération des villes «irréductibles», mais après d'immenses sacrifices en vies humaines et avec les inévitables troubles économiques et sociaux: inflation, crise de la production, crise de l'industrie de guerre. Deux résultats historiques essentiels sont acquis à l'évidence pour les masses et leur parti.

Sur le plan intérieur, c'est l'opposition entre les principes de démocratie et de nation, identifiés à la guerre et au massacre, et les principes socialistes et de classe. Les interventionnistes de toutes espèces, des nationalistes (puis fascistes) aux démocrates

francs-maçons et aux républicains, qu'ils aient ou non fait la guerre, pressés de se rouler dans l'orgie de la victoire, vite refroidie par les coups de fouet des alliés impérialistes, sont à juste titre détestés et tournés en dérision par les travailleurs qui les chassent de la rue où eux-mêmes descendent dans la rue, déterminés à la lutte.

Sur le plan international, la révolution bolchevique a fait la démonstration pratique de la théorie révolutionnaire opposée aux démocrates-bourgeois et aux anarchistes: la victoire n'est possible qu'en se libérant complètement des erreurs, des illusions et des préjugés de la démocratie et de la liberté.

Alors se pose l'alternative au grand parti battu par les interventionnistes en mai 1915. Par la voie démocratique, il est facile de prendre une grande revanche numérique. Beaucoup plus dure est l'autre voie qui implique la fondation d'un parti révolutionnaire en éliminant des sociaux-démocrates à la Turati, Modigliani, Trèves, même si ils ne se sont pas couverts de la honte du social-patriotisme, l'organisation de la prise insurrectionnelle du pouvoir, espérée à l'époque possible dans toute l'Europe centrale, sur les territoires des empires vaincus.

Dans la situation de 1892, il n'y avait pas d'opposition entre la voie révolutionnaire et l'activité électorale, car la voie révolutionnaire ne pouvait exister historiquement que dans le programme clair du parti, et non dans l'action pratique.

Mais au Congrès de Bologne, un groupe de socialistes italiens avancés affirma qu'en 1919 cette opposition existait. Prendre la voie électorale signifiait tourner le dos à la voie révolutionnaire. Le désarroi de la bourgeoisie était évident: alors dans sa majorité elle ne voulait pas prévenir la guerre civile par des initiatives de force; avec Giolitti et Nitti, elle invitait donc les ouvriers à rentrer dans les usines laissées sans défense et les cent cinquante honorables députés à revenir au Parlement, même si c'était en chantant *Bandiera Rossa!*

Il fut impossible de freiner l'enthousiasme pour la campagne électorale, et de faire accepter la prévision, confirmée par l'histoire, que, surtout si elle était couronnée de succès, elle allait faire perdre tout le bénéfice de la vigoureuse campagne contre la «guerre démocratique» et de l'enthousiasme avec lequel les travailleurs italiens, regroupés sur leur front de classe, avaient accueilli la prise du pouvoir par les Soviets russes et la dispersion de l'Assemblée démocratique mort-née.

Mussolini, qui avait trahi en 1914 en passant du côté des démocrates et irrédentistes partisans de l'entrée en guerre, partisan

d'une première tentative de force de la bourgeoisie nationale pour étrangler les organisations prolétariennes - peut-être aurait-elle réussi! - fut ridiculisé dans ces élections: l'ivresse suivit alors son cours irrésistible.

Tout en jetant les bases de la formation du parti communiste en Italie par la scission d'avec les sociaux-démocrates, l'Internationale de Moscou estimait en 1920 qu'il n'y avait pas d'opposition entre élections et révolution, dans le sens que des partis communistes solidement constitués par-delà la ligne de partage entre les deux Internationales pouvaient utiliser l'action parlementaire pour détruire le Parlement lui-même et en finir ainsi avec le parlementarisme. Posée de façon trop générale, la question était difficile; les communistes italiens unanimes s'en remirent aux décisions du IIe Congrès (Moscou, juin 1920) car la solution donnée était claire: sur le plan des principes, opposition au parlementarisme; sur le plan tactique, ni participation toujours et partout, ni boycottage partout et toujours.

L'opinion des majorités est peu de choses à l'épreuve de l'histoire. Cette décision et son acceptation générale en Italie ne changeaient rien à l'alternative de 1919: ou élections avec un parti hybride, composé de révolutionnaires en train de s'orienter - lentement, qui plus est - et de sociaux-démocrates bien décidés; ou rupture du parti (en octobre 1919 c'était le moment; en janvier 1921, c'était déjà bien tard) et préparation à la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Il est indiscutable que Lénine ne fut guère heureux dans sa tentative de faire coïncider la situation des socialistes anti-guerre italiens dans l'après-guerre victorieux d'un Etat depuis longtemps démocratique, avec celle des bolcheviks en Russie dans les doumas tsaristes durant des guerres perdues. Mais ce qui est tout aussi indiscutable, c'est que Lénine vit alors l'antithèse historique que nous posions et qui fut confirmée par le futur.

Dans sa fameuse brochure sur «L'extrémisme, maladie infantile du communisme» (où la tendance de gauche n'est pas méprisée comme puérile, mais jugée comme un élément de croissance du communisme face à la droite et au centre, éléments de sénescence et de décomposition qui réussirent à triompher contre la lutte désespérée de Lénine, après lui avoir brisé le cerveau), dans ce texte si exploité par les maniaques de la méthode électorale, voici comment il s'exprime sur la lutte dans le parti italien (ce sont les seuls passages):

Note du 27 avril 1920: «*J'ai eu trop peu l'occasion d'apprendre à connaître le communisme "de gauche" d'Italie. Sans doute la fraction des "communistes boycottistes" ("comunista astensionista") a-t-elle tort de préconiser la non-participation au parlement. Mais il est un point où elle me semble avoir raison, autant que l'on puisse en juger d'après deux numéros de son journal Il*

*Soviet* (n° 3 et 4 du 18 janvier et du 1er février 1920) (...) c'est quand elle attaque Turati et ses partisans qui, restés dans un parti qui a reconnu le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, restent aussi membres du parlement et continuent leur vieille et si nuisible politique opportuniste. En tolérant cet état de chose, Serrati et tout le parti italien commettent évidemment une faute qui menace d'être aussi nuisible et dangereuse que celle qui fut commise en Hongrie lorsque les Turati hongrois sabotèrent de l'intérieur le parti et le pouvoir des Soviets. Cette attitude erronée, cette inconséquence ou ce manque de caractère à l'égard des parlementaires opportunistes, d'un côté engendrent le communisme "de gauche", et de l'autre justifient jusqu'à un certain point son existence. Serrati a manifestement tort d'accuser d'"inconséquence" le député Turati, alors qu'il n'y a d'inconséquent que le parti socialiste italien, qui tolère dans ses rangs des parlementaires opportunistes comme Turati et Cie».

Il y a ensuite l'«Annexe» qui date du 12 mai 1920. «*Les numéros cités plus haut du journal italien "Il Soviet" confirment entièrement ce que j'ai dit dans ma brochure à propos du parti socialiste italien*». Suit la citation d'une interview de Turati au «*Manchester Guardian*», qui réclame la discipline du travail, l'ordre et la prospérité pour l'Italie. «*Oui, en vérité, le correspondant du journal anglais a confirmé supérieurement la justesse de ce qu'exigent les camarades du journal "Il Soviet", à savoir que le parti socialiste italien, s'il veut être effectivement pour la IIIe Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et Cie, et devienne un parti communiste aussi bien par son nom que par son oeuvre*».

Il est donc incontestable que le problème principal était l'élimination des sociaux-pacifistes du parti prolétarien, et que la question de savoir si celui-ci doit participer aux élections était secondaire, dans le raisonnement de Lénine comme dans les débats et les thèses sur le parlementarisme du IIe Congrès qui se déroula peu après.

Mais aujourd'hui ce que nous soutenions à l'époque est tout aussi incontestable: la seule façon pour réaliser le déplacement des forces sur le terrain révolutionnaire consistait, dès la fin de la guerre, à faire tous les efforts pour liquider la terrible séduction de la démocratie et des élections qui n'avaient déjà célébré que trop de saturnales.

Le parti de Livourne suivit avec discipline et même application la tactique voulue par Moscou. Mais, malheureusement, la subordination de la révolution aux exigences corruptrices de la démocratie était désormais en marche, internationalement et localement, et le point d'équilibre léniniste des deux problèmes, ainsi que leur poids relatif, se révélèrent insoutenables. Le parlementarisme est comme un engrenage qui vous broie inexorablement s'il vous accroche par



## Le cadavre marche encore

un bout. Son emploi à une époque «réactionnaire», comme le soutenait Lénine, était envisageable; mais à une époque où l'attaque révolutionnaire devient possible, c'est une manoeuvre dans laquelle la contre-révolution bourgeoise gagne trop facilement la partie. L'histoire a prouvé en différentes situations et en mille occasions qu'il n'y a pas de meilleure diversion à la révolution que l'électoratisme.

\* \* \*

De la concession à la tactique parlementaire avec une application totalement destructive, on glissa insensiblement vers des positions qui rappelaient celles des sociaux-démocrates. Des alliances électorales furent proposées à ceux-ci, qui pouvaient aboutir éventuellement à une majorité parlementaire; et comme il aurait été absurde de n'utiliser ce poids numérique que pour faire de l'opposition platonique et faire tomber des ministères, apparut la funeste formule du «gouvernement ouvrier».

C'était un retour clair à la conception selon laquelle le pouvoir politique de la classe ouvrière peut s'établir par la voie parlementaire. Les faits ont démontré qu'à mesure où cette illusion historique renaissait, toutes les positions acquises auparavant étaient abandonnées. De la destruction du parlement entre tous les autres mécanismes de l'Etat au moyen de l'insurrection, on était passé à l'utilisation du parlement pour accélérer l'insurrection. On retomba ensuite dans l'utilisation du parlement comme moyen d'arriver avec la majorité électorale au pouvoir de classe. La quatrième étape, comme cela a été clairement démontré dans les thèses défendues par la Gauche à Moscou en 1920, 1922, 1924 et 1926, consista à passer du parlement comme **moyen** au parlement comme **fin**. Toutes les majorités parlementaires ont raison, elles sont sacrées et inviolables, même si elles sont opposées au prolétariat.

Même Turati n'aurait jamais osé le dire; mais les «communistes» d'aujourd'hui le disent à tout instant et l'inculquent en profondeur aux masses qui les suivent.

Si nous rappelons encore une fois ces étapes, c'est pour établir le lien étroit qui existe entre toute affirmation d'électoratisme, de parlementarisme, de démocratie et de liberté, et une défaite, un pas en arrière, du potentiel prolétarien de classe.

La course à reculons connu sa conclusion sans équivoque lorsque, dans un renversement de la situation, le pouvoir du capital prit l'initiative de la guerre civile contre les organisations prolétariennes. Il avait pu renverser la situation en grande partie grâce au travail de la bourgeoisie libérale et des socialistes démocrates, de cette droite nichée dans nos rangs, comme Lénine le disait pour la Hongrie. En Allemagne, ces derniers furent ces partis de flics, bourreaux des communistes révolutionnaires; en Italie, non seulement ils favorisèrent les fausses retraites du genre Nitti et Giolitti, mais ils prêtèrent la main à la mise en place ouverte des forces fascistes, en utilisant au besoin la magistrature, la police, l'armée (Bonomi) pour contre-attaquer chaque fois que les forces communistes illégales (seules, et en plein «pacte de pacification» signé par ces partis avec les fascistes) remportaient des succès tactiques (Empoli, Prato, Sarzana, Foiano, Bari, Ancône, Parme, Trieste, etc.). Que dans ces cas-là, les fascistes aient massacré les travailleurs et nos camarades, brûlé journaux et sièges rouges avec l'aide des forces de l'Etat constitutionnel et parlementaire, car ils n'auraient pas pu le faire seuls, cela ne constituait pas un très grand scandale: le scandale éclata quand les fascistes s'en prirent au Parlement et tuèrent, désormais «post festum», le député Matteotti.

Le cycle était terminé. Ce n'était plus le parlement pour la cause du prolétariat, mais le prolétariat pour la cause du Parlement.

On proclama et on appela au front général de tous les partis non-fascistes par dessus les différentes idéologies et les différences de classe, avec comme seul objectif l'union de toutes les forces pour renverser le fascisme, faire naître la démocratie, et **ouvrir le**

## parlement.

Nous en avons rappelé à plusieurs reprises les étapes historiques: l'Aventin, auquel la direction de 1924 de notre parti participa mais dont elle dut se retirer par la volonté du parti lui-même (1), qui avait supporté uniquement par discipline les directives qui prévalaient à Moscou, mais qui gardait encore intacte sa précieuse horreur, née de milliers de luttes, de toute alliance interclassiste; puis la longue pause et la glissade qui suivit dans l'émigration, jusqu'à la politique de libération nationale et de guerre des partisans: nous avons expliqué à de nombreuses reprises que l'emploi des armes et le recours à l'insurrection n'enlevait rien à l'opportunisme et la trahison qui caractérisaient cette politique. Nous ne poursuivrons pas ici le récit.

\* \* \*

Avant même le fascisme italien et la première guerre, nous en savions assez pour soutenir que dans l'occident européen le parti prolétarien ne doit jamais consentir à des actions politiques parallèles à celles de la bourgeoisie «de gauche» ou populaire, dont depuis lors on a vu les éditions les plus inattendues: francs-maçons anticléricaux d'abord, puis catholiques démocrates-chrétiens et moines de couvent, républicains et monarchistes, protectionnistes et libéraux, centralistes et fédéralistes, et ainsi de suite.

D'après notre méthode, tout mouvement «à droite» de la bourgeoisie, au sens où elle jette le masque des garanties et des concessions ostentatoires, est considéré comme la vérification d'une prévision, comme une «**victoire théorique**» (Marx et Engels), et par conséquent comme une utile occasion révolutionnaire qu'un parti correctement orienté doit accueillir avec joie et non avec désespoir. D'après la méthode opposée, à chacun de ces tournants il faut au contraire démobiler le front de classe et se précipiter pour sauvegarder comme un trésor fondamental ce que la bourgeoisie a démantelé et mis au rebut: démocratie, liberté, constitution, **Parlement**.

Laissons donc la polémique doctrinale, qui n'a de sens que vis-à-vis des antimarxistes déclarés, et voyons où a conduit cette méthode que nous avons rejetée, étant donné que le prolétariat européen et italien y a été enchaîné, avec le concours de nombreuses forces et de nombreux complices.

Résistances nationales, guerre des Etats orientaux et occidentaux sur le front démocratique, arrêt des Allemands à Stalingrad, débarquement en France, chute de Mussolini et sa pendaison par les pieds, chute de Hitler. L'enjeu de cette lutte démesurée, à laquelle les prolétaires n'ont rien refusé, ni le sang, ni la chair, ni la structure de leur mouvement de classe séculaire et tourmenté, a été sauvé! Grâce surtout aux armées d'Amérique, il est sauvé pour toujours: Liberté, Démocratie, constitution électorale!

Tout a été mis en jeu et sacrifié pour toi, Parlement, temple de la civilisation moderne, et les portes du temple de Janus étant refermées, nous avons la joie de rouvrir les portes!

Quoiqu'un peu haletante, la civilisation humaine reprend son cours généreux et tolérant; elle s'engage à ne pendre les gens que par le cou, elle consacre à nouveau la personne humaine qui avait, par nécessité, servi d'omelette sous les bombes libératrices!... Si tous ces apologistes avaient historiquement raison, le danger de Dictature serait fini, et d'aujourd'hui à la fin des siècles, nous ne courrions plus le risque, terrible à imaginer, de se trouver sans députés ni Chambres du Parlement. De Yalta à Potsdam, de Washington à Moscou, de Londres à Berlin et à Rome, tout cela était absolument certain et évident en mai - toujours en mai! - 1945.

\* \* \*

Observons donc ce que disent les mêmes personnes, et les émetteurs des mêmes centres, en ce mois de mai 1953 pas si éloigné du précédent, mais «*quantum mutatus ab illo!*» [que de changement depuis lors! - NdIR]. Tout était sauvé alors, ils en étaient tous certains. A présent, à les écouter, tout risque à nouveau d'être perdu et tout est à recommencer depuis le début.

Si au moins, ils admettaient que de 1922 à 1945 ils nous ont entraînés dans une méthode stupide et puante!

Limitons la démonstration au panorama électoral italien, après avoir mis le masque à gaz.

En substance il y a trois groupes en lutte, si nous mettons de côté la timide réapparition des fascistes, qui avaient parfaitement le droit d'être considérés comme un fait historique aussi qualifié que tout autre; mais en brandissant le bulletin de vote à la place de la matraque, ils posent de la façon la plus répugnante aux parfaits démocrates: le démocrate le plus typique de tout temps est en effet celui qui joue le rôle de victime des persécutions de l'Etat et des repréailles de la police. Libre apologie de la matraque, à obtenir, voyez-vous ça, par des joutes littéraires.

La rupture du front antifasciste et de l'alliance - et du premier gouvernement après la victoire - de libération nationale a donc donné ces trois groupes. Trois groupes qui avaient fraternisé dans la certitude - qu'ils s'étaient donnés les uns aux autres - d'être égaux dans la guerre sainte, dans la croisade mondiale contre les dictatures. Eh bien, écoutons la logorrhée des hauts-parleurs et des journaux, ou au moins 3 ou 4 de leurs envolées car il est impossible d'en supporter davantage. Chacun des trois demande de voter pour lui avec un seul argument: les deux autres personnifient le «danger de dictature».

Les monarchistes, qui refusent de se dire de droite, s'affirment démocratiques et constitutionnels selon les traditions glorieuses de l'époque de Giolitti et ils vont jusqu'à faire de petites manoeuvres anti-Vatican du type de la brèche de la Porta Pia. Pour eux il est évident que les communistes, s'ils gagnent, conduisent le pays à la dictature rouge et qu'ils ficheront donc le parlement en l'air. Mais ils sont tout aussi virulents à affirmer le caractère dominateur, policier et réactionnaire de la démocratie chrétienne qui, avec ses alliés mineurs, conduit à nouveau l'Italie vers le despotisme du clergé en soutane. Eux aussi, donc, voient en De Gasperi une menace contre le parlement, qu'il remplacera par le concile des évêques, et les élections par la communion publique.

Il est inutile d'expliquer que selon la gauche communiste, non seulement les monarchistes préparent ni plus ni moins qu'un nouveau fascisme et un nouvel absolutisme, mais le centre démocrate-chrétien est un agent de la dictature de l'Amérique tandis que les Brigades Mobiles de Scelba sont pires que les miliciens de Benito [Mussolini]. Si c'est vrai, cela n'a été rendu possible que par la politique de l'alliance antifasciste et de libération nationale qui a fait accueillir la «military police» et les policiers nationaux à bras ouverts et désarmer immédiatement, sur ordre des «généralistes» de bureaux, les «brigades» ouvrières, dès que fascistes et miliciens républicains eurent été écrasés.

Les démocrates-chrétiens et leurs alliés, bombardés des deux côtés parce qu'ils personnifieraient à coup sûr le totalitarisme de demain et une nouvelle époque fasciste, et surtout accusés d'être des traîtres à la démocratie par cette formidable campagne pourrie contre la loi scélérate, se prétendent rien moins que les sauveurs de l'Italie libre, menacée par deux très féroces totalitarismes aux dents acérées, opposés mais convergents: le totalitarisme néo-fasciste d'un côté, le totalitarisme communiste de l'autre, présenté l'un sous les traits de l'hitlérisme et du mussolinisme passés, l'autre sous les traits actuels du soviétisme ultra-étatique et ultra-despotique de Russie.

Le cycle s'est donc déroulé de la façon suivante. Point de départ: alliance loyale entre trois groupes d'amis également fervents de la Liberté pour anéantir la Dictature et la possibilité de toute Dictature. Exécution de la Dictature Noire.

Point d'arrivée: choix entre trois voies qui conduisent chacune à une nouvelle Dictature plus féroce que les autres. L'électeur qui vote ne fait que choisir entre les Dictatures rouge, blanche ou bleue.

Deux méthodes font ici historiquement banqueroute, à tous les points de vue, mais

surtout du point de vue de la classe ouvrière, qui est ce qui nous intéresse. La première méthode est celle de l'emploi des moyens légaux, de la constitution et du parlementarisme, avec une large alliance politique afin d'éviter la Dictature. La seconde est celle qui mène la même croisade et forme la même alliance sur le terrain de la lutte armée, quand la dictature est en vigueur, uniquement pour des objectifs démocratiques.

Ce n'est pas la légalité mais la force qui résout les problèmes historiques d'aujourd'hui. La force ne peut être vaincue que par une force supérieure. La dictature ne peut être détruite que par une dictature plus ferme.

C'est trop peu dire que cette institution pourrie qu'est le parlement ne nous sert à rien. Elle ne sert plus à personne.

\* \* \*

Les alternatives avancées et décriées par chacun des trois fronts n'ont aucune consistance. Si l'une des forces de droite ou de gauche l'emportait, elle se scinderait immé-

( Suite en page 8 )

### Vient de paraître Ré-édition de la brochure: «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste»

Présentation / Introduction à l'édition de 1967 / **Première partie:** Position du problème: l'année 1919 - Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Lettre circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Zinoviev, 5-9-1919) - Jean Longuet: déchéance du parlementarisme (Trotsky, le 18-12-1919) / **Deuxième partie:** Au IIe Congrès de l'Internationale Communiste - Discours du rapporteur sur la question parlementaire (Boukharine) - Discours du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) - Discours de Lénine - Réplique du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) - Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine adoptées par le Congrès: I. La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme. II. Communisme, lutte pour la dictature du prolétariat et utilisation des parlements bourgeois. III. La tactique révolutionnaire - Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien / **Troisième partie:** A l'épreuve des grandes batailles de classe (1913-1926) - Contre l'abstentionnisme («Avanti!», 13-7-1913) - Ou élections, ou révolution («Il Soviet», 28-6-1919) - Préparation révolutionnaire ou préparation électorale («Avanti!», 21-8-1919) - Elections («Il Comunista», 14-4-1921) - Manifeste pour les élections («Il Comunista», 21-4-1921) - Nostalgie abstentionnistes? («Stato Operaio», 28-2-1924) - Bilan de l'aventure antifasciste («Thèses de Lyon», III - Question italiennes)  
**(Brochure «le prolétaire», n° 19, 76 pages, 2 Euros)**

### IL COMUNISTA (Bimestrale) n° 77 Ottobre 2001

- Gli Stati Uniti d'America al limite di due epoche - Contratto metalmeccanici. Un altro colpo al salario e alle condizioni di vita proletaria future - Sui fatti di Genova, del G8 e dei movimenti antiglobal - Alcuni punti fermi sull'impérialismo e sul terrorismo - Algeria: l'unica soluzione è la lotta rivoluzionaria proletaria contro la borghesia e il suo Stato - Cina: al lavoro, ossia alla guerra - A proposito d'eutanasia. Buona morte o morte buona? - Il terrorismo borghese che ha stroncato migliaia di vite a New York puo'essere fermato e vinto solo con la lotta proletaria di classe, antiborghese e antipitalistica - Italiani, brava gente ...

# Prolétariat et électoralisme Le cadavre marche encore

( Sul Filo del tempo, mai 1953)

( Suite de la page 7 )

diatement et une grande partie de ses élus passerait au centre bourgeois atlantique et américain. Les monarchistes n'en font aucun mystère. Les soi-disant communistes le disent moins ouvertement, mais ce serait l'issue inévitable de leur éventuelle victoire électorale, qui apparaît d'ailleurs impossible.

Il y aura en revanche peu de changement parmi ceux qui siégeront «pour un nouveau banquet de cinq ans» dont les électeurs n'auront même pas les miettes.

Nous disions à propos de la crise Matteotti qu'il s'agissait d'un mouvement syndical catégoriel des députés professionnels, qui voyaient leurs privilèges et leurs prébendes en danger et recouraient à la grève.

Il faut dire la même chose à propos de la «bataille historique» contre la «loi scélérate». Les élections sont en soi une escroquerie, mais elles le sont encore plus lorsqu'elles prétendent que chaque vote individuel a la même importance. Toute cette tambouille est confectionnée en Italie par quelques milliers seulement de cuisiniers, d'aide-cuisiniers et de marmitons, qui se partagent en lots les vingt millions d'électeurs.

Si le Parlement servait à administrer techniquement quelque chose et pas seulement à rouler les citoyens, il ne consacrerait pas une année sur les cinq de la législature aux élections et une autre à discuter de la loi destinée à se constituer lui-même! Si l'on fait le compte des heures passées à brailler, on en arrive à plus des deux cinquièmes. Cette bande de pompe l'air n'a pas d'autre but qu'elle-même. Et ceux qui se sont fait tuer pour la remettre en place ont été escroqués de bien plus que de vingt pour cent de leur

parcelle de souveraineté! Ils votent maintenant dans l'autre monde...

Si les parlementaires de toutes les fractions bourgeoises se moquent du principe démocratique, les faux communistes s'en moquent tout autant. Et cela, non parce qu'ils reviendraient un tant soit peu sur des positions dictatoriales de classe après la faillite de la politique d'alliance pour la liberté. En effet, ils ne suivent pas la même route; dissimulant tout signe distinctif de parti, et ils remettent sur pied une alliance du vrai peuple italien, des gens éclairés, honnêtes, non seulement avec l'idiote alternative Nenni qui, au fond, promet ce que nous avons annoncé: donnez-nous accès au parlement et nous gouvernerons avec vous et comme vous; mais ils suscitent toute une foule de compagnons de route sur le retour, auxquels seuls les ravages de la décrépitude et l'artériosclérose ont empêché d'associer les figures les plus bourgeoises de la politique: Bonomi, Croce, Orlando, Nitti, De Nicola, Labriola et autres...

Et ils sont si éloignés de la moindre idée de remonter la pente qu'ils ont dévalée, que ce sont eux qui sont les plus ardents à invoquer la légalité et la constitutionnalité lorsque, contre De Gasperi qu'ils traitent d'«autrichien» (la bourgeoisie autrichienne pourrait enseigner à la bourgeoisie italienne comment on administre sans voler), ils revendiquent la tradition de Mai de 1915, la tradition de la guerre pour la démocratie et pour Trieste: ce sont eux qui poussent, plus que tous les autres, des braillements nationalistes et patriotards.

Ce n'est pas seulement Turati, cohérent et respectable, qui pourrait revenir le front haut, mais surtout le Mussolini de 1914, tous deux en tant que maîtres de ces gens, pour

avoir su trahir le prolétariat pour la démocratie, et la démocratie pour la dictature.

\* \* \*

L'envoyé d'un journal londonien a décrit une scène à laquelle il jure d'avoir assisté avec ses yeux de mortel, sain d'esprit et libre de toute fumée de drogues, dans une vallée du mystérieux Tibet.

Dans la nuit éclairée par la lune, une cérémonie rituelle rassemble, peut-être par milliers, des moines vêtus de blanc; raides et impassibles, ils se déplacent lentement pendant les chants funèbres, les pauses et les prières répétées. Lorsqu'ils se disposent en un très large cercle, on aperçoit quelque chose sur le sol: c'est le corps d'un des frères étendu sur le dos. Il n'est ni ensorcelé ni évanoui, il est mort, non seulement à cause de son immobilité absolue révélée par la lumière de la lune, mais parce que la puanteur de la chair décomposée, lors d'un changement de la direction du vent, parvient aux narines de l'Européen épouvanté.

Après de longs chants et de longues rotations, après d'autres prières incompréhensibles, un des prêtres quitte le cercle et s'approche du cadavre. Tandis que le chant continue sans interruption, il se penche sur le mort, s'étend sur lui en recouvrant complètement son corps, et il pose sa bouche vivante sur celle en décomposition.

La prière continue, intense et vibrante; le prêtre soulève le cadavre par les aisselles, le redresse lentement et le tient devant lui en position verticale. La cérémonie et le chant funèbre ne s'interrompent pas; les deux corps entament un long tour, comme un pas de danse lent, et le vivant regarde le mort et le fait marcher en face de lui. Le spectateur étranger regarde, les pupilles écarquillées: c'est la grande expérience de réincarnation de la doctrine asiatique occulte qui se réalise. Les deux marchent toujours dans le cercle des orants. A un moment donné, il n'y a plus aucun doute: dans l'une des courbes que le couple décrit, le rayon de la lune est passé entre les deux corps qui déambulent; celui du

vivant a relâché les bras et l'autre se tient et se déplace tout seul. Grâce à l'énergie du magnétisme collectif, la force vitale de la bouche saine a pénétré dans le corps décomposé et la cérémonie atteint son point culminant: pour quelques instants ou pour quelques heures, le cadavre, debout, marche de pas sa propre force.

D'aussi sinistre façon, une fois encore, la jeune et généreuse bouche du prolétariat puissant et plein de vie, s'est appliquée contre la bouche putréfiée et fétide du capitalisme, et par cette étreinte inhumaine elle lui a redonné un nouveau laps de vie.

(1) Après l'assassinat du député Matteotti, les partis bourgeois démocrates et le parti socialiste en signe de protestation décidèrent de «se retirer sur l'Aventin». Les dirigeants du parti communiste nommés par l'Internationale en remplacement de la direction de gauche, imposèrent l'adhésion à cette alliance interclassiste. Ce n'est que sous la pression de la gauche abstentionniste (!) qu'ils acceptèrent finalement de quitter cette alliance et de revenir dans le Parlement pour y faire une déclaration ouverte de lutte contre les fascistes. Voir «Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne», brochure «Le Prolétaire» n° 25.

**Vient de paraître:**

**«Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!»**

Cette brochure contient une série d'articles du «prolétaire», du n° 390 au n° 458 (Brochure «le prolétaire», n° 27, 64 pages, 1,5 Euros)

## Une nouvelle publication du parti

### «The Proletarian»

Supplément en anglais du «prolétaire»

#### A NOS LECTEURS

L'objectif de ce bulletin est de faire connaître aux lecteurs de langue anglaise les positions théoriques et politiques de notre parti - le Parti Communiste International / Le Prolétaire - Il Comunista - qui se caractérisent par la défense du programme communiste, c'est-à-dire du marxisme non falsifié, contre tout type de révisionnisme.

Ce qui a distingué la dite «Gauche communiste italienne» depuis sa naissance après la première guerre mondiale et ce qui distingue notre parti depuis sa reconstitution, est la réaffirmation intégrale du marxisme invariant comme la seule et obligatoire voie pour l'émancipation de la classe ouvrière et donc vers la société communiste.

Cette voie a en réalité son origine dans l'antagonisme incurable entre les forces productives et les rapports bourgeois de production, qui est la base de l'antagonisme tout aussi incurable entre la classe capitaliste et la classe ouvrière; elle passe par la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois et l'établissement de la dictature du prolétariat. Cette dictature est l'instrument pour la défense du pouvoir conquis et la répression des tentatives de la classe battue pour le reconquérir; elle est aussi l'arme pour intervenir despotiquement dans l'économie de façon à commencer sa transformation du capitalisme au socialisme.

L'organe indispensable pour préparer la classe ouvrière à la conquête révo-

lutionnaire du pouvoir et pour l'exercice de la dictature après cette conquête peut être seulement le parti. Il a dans sa doctrine la perspective générale non seulement de la société communiste, dont la base matérielle est créée par le capitalisme lui-même, mais aussi de la voie historique qui conduit à sa réalisation; il incarne dans son programme les intérêts permanents et internationaux de la classe qui est destinée à être l'accoucheuse de la nouvelle société; et il définit, selon ces objectifs et intérêts, sa propre stratégie invariante, sa tactique bien définie et son organisation rigoureusement centralisée.

Cette stratégie et cette tactique - dont en Occident seule la Gauche communiste (fondatrice du Parti Communiste d'Italie en 1921) défendit les fondements dans sa lutte contre la dégénérescence stalinienne de l'Internationale - sont nécessairement antidémocratiques et antiparlementaires, anticollaborationnistes et antinationalistes.

Elles sont donc directement opposées non seulement au réformisme classique, non seulement aux résidus de sa variété stalinienne, mais aussi aux courants d'«extrême gauche» qui, même s'ils prétendent admettre la nécessité de la violence révolutionnaire et du renversement de l'Etat bourgeois, retombent dans la négation du rôle central du parti communiste dans la révolution prolétarienne: en niant ce rôle, ils détruisent la base pour la préparation du prolétariat à l'assaut révolutionnaire et à l'établisse-

ment et l'exercice de la dictature rouge et de la terreur rouge.

La nécessité de défendre et de proclamer cette construction monolithique - dont aucune partie ne peut être abandonnée sans que tout l'ensemble s'effondre - est confirmée par la chute des partis de la IIe Internationale dans l'Union sacrée pendant la première guerre mondiale et par la catastrophe de la Troisième Internationale et le triomphe mondial d'un impérialisme en habits démocratiques et de son pilier et gendarme, les Etats Unis d'Amérique.

L'avant-garde internationale du prolétariat, le Parti Communiste Mondial unique, ne peut être reconstitué et réorganisé que sur la base de cette restauration théorique et programmatique, si une issue doit finalement se présenter à la plus longue et la plus terrible contre-révolution de l'histoire moderne.

C'est à cette tâche que nous nous consacrons et à laquelle nous appelons les prolétaires et les militants d'avant-garde de tous les pays.

## the proletarian

Organ of the International Communist Party Supplement to «le prolétaire» Nr. 459

M2414 - 1 - £1 / US\$1,5 / €1,5

ONLY THE REVOLUTIONARY CLASS' STRUGGLE AGAINST CAPITALISM WILL PUT AN END TO THE BOURGEOIS TERROR AND MASSACRES

Summary  
- Capitalism is international and global.  
- The anti-capitalist struggle must be international and global.  
- The struggle of the international proletariat against the imperialist bourgeoisie is the only means to keep the proletarian revolution and masses against the imperialist war.  
- Against the imperialist war in China.  
- The Russian Workers Must Break with Their Bourgeois Chinese War for the Daily Struggle in the Proletarian Cities and the World.  
- Also to the imperialist actions in Yugoslavia with all workers.  
- The proletarian revolution is the only way to the proletarian revolution.  
- Lower wages of the Chinese bourgeoisie.  
- The proletarian revolution is the only way to the proletarian revolution.  
- The proletarian revolution is the only way to the proletarian revolution.

To our Readers  
The aim of the proletarian is to provide a theoretical and practical program for the proletarian revolution. It contains a detailed analysis of the proletarian revolution and the proletarian struggle against the imperialist bourgeoisie. It is the only means to keep the proletarian revolution and masses against the imperialist war. It is the only way to the proletarian revolution. It is the only way to the proletarian revolution.

«The Proletarian»  
Le numéro: £ 1 / 1,5 € / US\$ 1,5 / 3 Sfr

**Points de contact:**  
**Toulouse:** Vente de la presse au marché St Sermin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.  
**Paris:** Les personnes désireuses de participer aux réunions de lecteurs sont priées d'écrire au journal pour être informées des dates. Thème du cycle de réunions actuel: les crises du parti et leurs leçons.

**CORRESPONDANCE :**  
**Pour la France :** Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon / **Pour la Suisse :** Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens / **Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5€ / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15€ / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4€ / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32€ / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5€ / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5€ / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27€ / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3€ / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien:** le numéro: 6€ / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**